

TANZANIE : Victoire de John Pombe Magufuli aux élections 2020 | COTE D'IVOIRE : L'opposition annonce la mise en place d'un gouvernement de Transition | BURUNDI : Le président du Burundi effectue une visite d'Etat en Guinée équatoriale pour "renforcer les liens déjà excellents" | SUDAN : Sudan, South Sudan sign military co-operation deal



SOURCES/ PHOTO – IMAGES : KEMI SEBA | FDNB - AMBASSADE USA | theeastafrican.co.ke - The Citizens | Digitalcongo.net | AFP | dabangasudan.org | la-croix.com

1/ COTE D'IVOIRE : PANAFRICANISME – KEMI Seba appelle à la mobilisation contre OUATTARA | Ivory Coast opposition calls for 'transition' after election

2/ BURUNDI : Le président du Burundi effectue une visite d'Etat en Guinée équatoriale pour "renforcer les liens déjà excellents" | DEFENSE - Les USA expliquent L' AFRICOM à la FDNB

3/ TANZANIA : Tanzania's President John Pombe Magufuli Sunday received the winner's certificate in Dodoma following his victory in last Wednesday's elections | Tanzania's Magufuli wins election by a landslide | Tanzania ruling party heads for landslide win in contested poll

4/ RDC : Tshisekedi ouvre ses consultations avec des questions électorales - Consultations, Katumbi attendu à Kinshasa ce vendredi - digitalcongo.net | Dossier Minembwe : le député Muhindo exige la démission de Ruberwa

5/ OUGANDA : Museveni nomme un remplaçant de Kaka Bagyenda sacké de l'ISO/Internal Security Organisation | Four Killed in South Sudan-Uganda Border Skirmish

6/ SUDAN : Sudan, South Sudan sign military co-operation deal

7/ ETHIOPIA : Sudan, Egypt and Ethiopia restart Nile mega-dam talks

8/ HAITI : Élections - Réunion de haut niveau de l'Organisation des États Américains (OEA) autour de l'appui technique et financier à l'Office National d'Identification (ONI)

**** DIASPORA ****

HAÏTI :

Haïti - Élections : Réunion de haut niveau de l'OEA autour de l'appui technique et financier à l'ONI

<https://www.haitilibre.com/article-32167-haiti-elections-reunion-de-haut-niveau-de-l-oea-autour-de-l-appui-technique-et-financier-a-l-oni.html>

Jeudi 29 octobre s'est tenue une réunion spéciale de haut niveau de l'Organisation des États Américains (OEA) en visioconférence, entre le Ministre des Affaires Étrangères d'Haïti, Claude Joseph, le Représentant permanent d'Haïti auprès de l'OEA, l'Ambassadeur Léon Charles, le Directeur de l'Office National d'Identification (ONI), Jude Elibert, le Représentant spécial de l'OEA en Haïti, Cristobal Dupouy, et des représentants de pas moins de 70 représentants d'États membres et d'observateurs permanents de l'OEA autour de l'appui technique et financier de l'organisation hémisphérique au renforcement des capacités de l'ONI dans la perspective des prochaines élections en Haïti.

« Une réunion d'une grande importance pour Haïti » a souligné le Chancelier Claude Joseph.

GADELOUPE :

L'épidémie de dengue progresse en Guadeloupe

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/l-epidemie-de-dengue-progresse-en-guadeloupe-887866.html>

L'épidémie poursuit sa progression de manière intensive sur l'ensemble du territoire. Depuis le début de l'épidémie (fin 2019), un décès directement lié à la dengue est à déplorer. Le sérotype circulant majoritaire reste le sérotype 2.

Depuis la fin septembre jusqu'à aujourd'hui, en moyenne, chaque semaine, ce ne sont pas moins de 1000 cas cliniquement évocateurs de dengue qui sont vus en consultation médicale contre 600 cas durant les quatre premières semaines de septembre et même moins de 300 cas en août .

Cette évolution croissante reflète la progression de la circulation virale sur l'archipel.

Depuis le début de l'épidémie à la mi octobre 2019, près de 17 050 cas cliniquement évocateurs de dengue ont été estimés en médecine de ville dont près de 4 100 (24%) au cours des quatre dernières semaines.

L'impact de la dengue dans les communes

Si tout l'Archipel est concerné par cette recrudescence de cas, les communes les plus impactées, c'est-à-dire celles dont l'incidence cumulée est la plus élevée (supérieure à 100 cas estimés pour 10 000 habitants), restent Saint-François, Le Moule, Le Gosier, Petit-Bourg, Vieux-Habitants et Capesterre-Belle-Eau, auxquelles s'ajoutent plus récemment les communes des Abymes, Basse-Terre, Grand-Bourg et Capesterre de Marie-Galante.

Dix communes présentent des incidences comprises entre 40 et 100 cas pour 10 000 habitants: Anse-Bertrand, Petit Canal, Sainte-Anne, Pointe-à-Pitre, Baie-Mahault, Lamentin, Bouillante, Baillif, Vieux-Fort et Saint-Louis de Marie-Galante. La circulation du virus s'intensifie sur l'île de Marie-Galante, première touchée par l'épidémie de dengue, fin 2019.

Deux des 27 communes de l'Archipel, Pointe-Noire et Goyave, disposant de médecins sentinelles ne rapportent aucun cas cliniquement évocateur de dengue vu en consultation sur les quatre

dernières semaines.(...)

MARTINIQUE :

La Martinique est le seul territoire d'Outre-Mer confiné « à partir de ce soir minuit »

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/sante/coronavirus-en-martinique/la-martinique-est-le-seul-territoire-d-outre-mer-confine-a-partir-de-ce-soir-minuit-563792.php>

Le premier ministre Jean Castex vient de préciser et confirmer que le confinement s'appliquera bien sur tout le territoire national, y compris à la Martinique. Les autres territoires d'outre-mer ne sont pas concernés.

Le confinement sera appliqué partout en France, a indiqué ce jeudi 29 octobre, Jean Castex. La Martinique est le seul territoire d'Outre-Mer concerné par le confinement.

« A compter de ce soir minuit, le confinement sera décrété sur l'ensemble du territoire français, et jusqu'au 1er décembre à minima. Seule exception : pour les départements et territoires d'outre-mer, où le virus circule moins vite, ce dispositif ne sera appliqué qu'à la Martinique. Des tests seront en revanche exigés au départ ou à l'arrivée de ces territoires, afin d'éviter tout risque de diffusion du virus », a indiqué Jean Castex.

Guyane et Guadeloupe mieux loties

Le préfet de Martinique, Stanislas Cazelles, doit s'exprimer à 16h. La semaine dernière (19 au 25 octobre), 737 nouveaux cas et trois décès ont été enregistrés à la Martinique.

En Guadeloupe, la vulnérabilité de l'archipel se situe toujours à un niveau « élevé » avec 262 nouveaux cas, 11 décès et plus d'une vingtaine de nouvelles hospitalisations. Mais, la circulation du virus, qui reste toujours active, connaît une décrue lente de l'épidémie. Ce mardi (27 octobre), la Guyane comptait 83 cas en une semaine ce jeudi 29 octobre et 3 patients en réanimation (+1).

BURUNDI / PANAFRICANISME – KEMI Seba appelle à la mobilisation contre OUATTARA
<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-panafricanisme-kemi-seba-appelle-a-la-mobilisation-contre-ouattara/>

GÉOPOLITIQUE AFRICAINE, PANAFRICANISME, POLITIQUE, AFRIQUE – CÔTE D'IVOIRE, Mardi 27 octobre 2020 – M. KEMI Seba, porteur d'UBUNTU (1) comme LES BARUNDI, célèbre militant Panafricaniste Béninois, a appelé, pour cette semaine, à une grande mobilisation contre S.E. OUATTARA, Président de la CÔTE D'IVOIRE. En rapport avec les élections 2020 dans ce pays d'Afrique.

S.E. OUATTARA Alassane, Président de la CÔTE D'IVOIRE, est le produit de la FRANCAFRIQUE. Ayant volé, avec LA FRANCE, la VICTOIRE aux élections démocratiques de 2010 à M. GBAGBO Laurent, ancien Président de CÔTE D'IVOIRE.

En 1993, M. GBAGBO Laurent avait été parmi les premiers à féliciter Feu NDADAYE Melchior, de sa victoire démocratique. Premier Président du Burundi à avoir été élu DEMOCRATIQUEMENT ! Entre 2013 et 2015, le militant PANAFRICANISTE M. KEMI Seba était l'un des premiers, avec l'ami du BURUNDI, LE PANAFRICANISTE Luc MICHEL, à prévenir du DANGER NEO-COLON CONTRE L'AFRIQUE DE LA GALAXIE SOROS et sa fondation OPEN SOCIETY. Ainsi LA REVOLUTION DE COULEUR DE 2015 AU BURUNDI (2) a échoué !

Voici le message militant du M. KEMI Seba : <https://www.youtube.com/watch?v=aGLt-wuGTKw>
Depuis de nombreuses années, le Panafricaniste KEMI SEBA se bat contre LA FRANCAFRIQUE. Notamment, il a mis en avant LE COMBAT contre le FRANC-CFA. Une FRANCAFRIQUE dont les tentacules ont touché le BURUNDI pendant les années 1960 (3).

A l'image de Feu RWAGASORE et Feu MIREREKANO, héros de L'INDEPENDANCE DU BURUNDI et PANAFRICANISTES BARUNDI des premières heures aux côtés de Feu LUMUMBA, apportons notre soutien à cette lutte PANAFRICANISTE (3).

Le PANAFRICANISME est un courant politique AFRICAIN. Militant pour sortir LES AFRICAINS des CONSÉQUENCES de L'ESCLAVAGE et de LA COLONISATION, dont LE NÉO-COLONIALISME actuel.

L'ESCLAVAGE et LA COLONISATION, crimes contre l'Humanité, ont fait plus de 800 Millions de Victimes AMÉRINDIENNES et AFRICAINES. Aucun des PRÉDATEURS OCCIDENTAUX responsables de ce GENOCIDE n'a jusqu'aujourd'hui étaient condamnés par un QUELCONQUE tribunal pénal international. Au contraire, CES PREDATEURS se sont mutés dans le NEO-COLONIALISME. Les enfants de CES PREDATEURS sont même devenus les plus GRANDS DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME (cfr. HRW, FIDH, AMNESTY INTERNATIONAL, etc.)

Les PANAFRICANISTES appellent LA CHINE (lieu neutre, à potentiel dissuasif en termes de rapport de force) à créer UN TRIBUNAL PENAL INTERNATIONAL pour les juger en vue de les STOPPER...

NOTES :

(1) Philosophie et Spiritualité africaine : <http://burundi-agnews.org/ubuntu>

(2) LA REVOLUTION DE COULEUR DE 2015 AU BURUNDI : <http://burundi-agnews.org/revolution-de-couleur/>

(3) C'est le Pacte Néo-Colon du BURUNDI de 1959-1961 HIMA – UPRONA qui a tué Feu MIREREKANO Paul : <https://www.burundi-forum.org/la-une/justice-droit-de-lhomme/cest-le-pacte-neo-colon-du-burundi-de-1959-1961-hima-uprona-qui-a-tue-feu-mirerekano-paul/>

BURUNDI / GENOCIDE : La CNTB a 6725 litiges enregistrés à MAKAMBA -

<http://burundi-agnews.org/economie/burundi-genocide-la-cntb-a-6725-litiges-enregistres-a-makamba/>

GENOCIDE, HISTOIRE, SOCIO-ECONOMIQUE – MAKAMBA, Mardi 20 octobre 2020 – M. NDUWUBURUNDI Félicien, Président de la Commission Nationale Terre et Autres Biens (CNTB) a organisé une réunion en commune MAKAMBA. Destinée aux administratifs de la province. Dressant le bilan actuel de la CNTB à MAKAMBA.

Soit : 6725 litiges enregistrés dont 4.482 litiges à NYANZA LAC , 841 litiges à VUGIZO , 636 litiges à MABANDA, 514 litiges à KIBAGO , 145 litiges à MAKAMBA et 107 litiges à KAYOGORO.

La CNTB souhaitait à travers cette activité demander une franche collaboration entre l'administration, la justice, les organes de sécurité et les autres acteurs pouvant intervenir. En vue de résoudre tous ces litiges de manière harmonieuse.

En 1972, MAKAMBA et RUMONGE étaient parmi les localités les plus riches du pays. Le GENOCIDE REGICIDE D'AVRIL 1972 (1) a permis qu'elles soient dépouillées totalement de leurs biens par les apparatchiks NEO-COLONS de la Dictature HIMA Burundaise. Associés à leurs partenaires occidentaux (USA, VATICAN, FRANCE, et BELGIQUE).

Les décrets -lois d'abolition d'UBUGERERWA et d'UBUGABIRE le 30 juin 1977, émis par LE DICTATEUR HIMA BURUNDAIS BAGAZA permettaient à tous les HIMA burundais, majoritairement des -BAGERERWA – d'acquérir, avec leurs partenaires étrangers, et de vendre les – ITONGO – des victimes DES GENOCIDES DE 1961-62, 1965, 1969, et 1972 (2) au BURUNDI. Qui, eux , étaient des – SHEBUJA -. Pour être MURUNDI il faut avoir une COLLINE D'ORIGINE où L'ITONGO des ANCÊTRES réside. Ainsi les BARUNDI étaient majoritairement des – SHEBUJA -. La terre que l'on prêtait était un bien familial lié aux ANCÊTRES. Cette réquisition de force à l'occidental du DICTATEUR HIMA BURUNDAIS BAGAZA n'en avait nullement tenu compte. Bref, ce n'était pas une affaire d'argent ! La possession d'ITONGO et de VACHES chez les BARUNDI est une question d'équilibre psychologique : "être bien avec ses ANCÊTRES".

Les institutions d'UBUGERERWA et d'UBUGABIRE avaient pour objet dans la société burundaise d'autrefois d'intégrer socialement L'ETRANGER sans aucun revenu. UBUGERERWA et UBUGABIRE permettait d'offrir une situation SOCIO-ECONOMIQUE décente aux nouveaux venus dans une localité (tel une Colline). C'était comparable AUX REVENUS D'INTÉGRATIONS SOCIALES en occident destinés aux nouveaux ARRIVANTS. Il y avait aucune comparaison, vraiment aucune, au SERVAGE (du latin servus « ESCLAVE ») des occidentaux. Les BARUNDI accueillaient L'ETRANGER en l'aidant à s'intégrer CULTURELLEMENT et CULTUELLEMENT dans la société burundaise. En faisant un contrat dans lequel L'ETRANGER devait travailler pour L'ACCUEILLANT en échange d'un LOPIN DE TERRE et/ou d'une VACHE (Cfr. UBUNTU : MUKAKIRANGA – MUKARYANGOMBE) (3) lui concédait. Parfois L'ACCUEILLANT essayait d'aider même L'ETRANGER à se marier dans la localité.

L'acte du DICTATEUR BAGAZA était tout simplement un vol dépouillement légalisé. Beaucoup de familles de MAKAMBA et RUMONGE ont perdu leurs biens de cette façon. Et cela fait très mal en eux !

NOTES :

(1) Le 1er Génocide des Grands Lacs Africains : Le Génocide contre les HUTU du Burundi en 1972 – <http://burundi-agnews.org/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972/>

(2) Le Génocide Régicide du Burundi : <http://burundi-agnews.org/le-genocide-regicide/>

(3) Les BARUNDI sont des sociétés de l'UBUNTU : <http://burundi-agnews.org/ubuntu/>

BURUNDI / DEFENSE : Les USA expliquent L'AFRICOM à la FDNB

<http://burundi-agnews.org/diplomatie/burundi-defense-les-usa-expliquent-l-africom-a-la-fdnb/>

GLOBALISATION, GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, PANAFRICANISME, DEFENSE – BUJUMBURA, Lundi 19 octobre 2020 – Mandatée par L'AFRICOM, dont LE SERVICE DE LA COOPERATION AMERICAINE avec le BURUNDI, Mme BUNCE Stéphanie, Chef de Missions adjoint à l'Ambassade des États-Unis au BURUNDI, organisait une rencontre à l' Ecole Supérieure de Commandement et d'Etat Major (ESCEM). Destinée aux officiers BURUNDI. Expliquant LA POLITIQUE DE DEFENSE AMÉRICAINE EN AFRIQUE, dont au BURUNDI.

Dans contexte de LA GLOBALISATION, L'AFRICOM (US AFRICA COMMAND) ou le Commandement des USA pour l'AFRIQUE est un commandement unifié pour l'Afrique créé par le Département de la Défense des États-Unis en 2007 et entré en fonction en 2008, stationné en EUROPE (ALLEMAGNE, BELGIQUE). Il s'agit d'une descendance d'ACCRI (African Crisis Response Initiative , 1996 – 2002)...

Pourquoi une armée étrangère pour défendre l'Afrique et les Africains ? Alors que les Africains peuvent se défendre eux-mêmes .

Répondant à cette interrogation, en mémoire du Héros visionnaire Feu NSHIMIRIMANA Adolphe (Lieutenant Général), voici quelques points pris par AGNEWS lors de l'interview avec M. NYENIBANGA Gabriel, intellectuel Burundais, politologue :

Le projet PANAFRICAIN (Cfr. Feu RWAGASORE et Feu MIREREKANO) en 2001 à DURBAN, cher à Feu Mzee KADHAFI Mouammar et Feu Mzee MANDELA Roliha, de munir l'AFRIQUE d'une armée africaine (AFRICAN STANDBY FORCE – ASF) est tombé à l'eau depuis le samedi 29 octobre 2011. Cette date étant celle de l'assassinat de Feu KADHAFI, Héros PANAFRICAIN. Tué par LA COALITION DE L'OTAN (USA / AFRICOM , FRANCE, etc.). Feu KADHAFI finançait tout ce projet.

Les BURUNDI ont un PROBLEME avec LES USA, LE VATICAN, LA FRANCE, ET LA BELGIQUE. Ces derniers ont tué LES ANCÊTRES BURUNDI et enterré INGOMA Y'UBURUNDI. Car depuis LA COLONISATION et surtout L'INDEPENDANCE à nos jours, ces ETATS ont toujours été à l'origine des MALHEURS des BURUNDI. Même en 2015 (1) ...

Concernant le contentieux avec LE VATICAN. VATICAN, partenaire principal des USA en AFRIQUE : L'ESPION DES USA EN AFRIQUE. Par exemple : La Force de Défense Nationale du Burundi (FDNB) disposent de prêtres ou des aumôniers militaires dans sa structure. Qui ne sont pas au service du BURUNDI. Mais bien au service du VATICAN. Le VATICAN qui est à la BASE de la DESTRUCTION DU CULTUELLE DES BURUNDI : La disparition de L'UBUNTU (2) . Mais aussi de LA DESTRUCTION du ROYAUME – INGOMA Y'UBURUNDI – en 1965 - 1966 ...

LA POLITIQUE DE DEFENSE DES BURUNDI devrait prendre ses distances avec CES PAYS (LES USA, LE VATICAN, LA FRANCE, ET LA BELGIQUE). Car se RAPPROCHER de ces derniers est très DANGEREUX.

Par exemple, LA PLANIFICATION DES BURUNDI, au main de S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du BURUNDI, au nom de LA SECURITE DES BURUNDI, devrait privilégier d'autres coopérations militaires moins nocives (CHINOISE, RUSSE, VENEZUELA, CUBA, INDIENNE etc.). En attendant et en continuant à PROPULSER AVEC LES ETATS AFRICAINS – PANAFRICAINS – la création d'une armée susceptible de défendre LES AFRICAINS (Cfr. PROJETS KADHAFI – MANDELA) (3) face aux attaques PRÉDATRICES des FAMILLES D'ANCIENS ESCLAVAGISTES ET COLONS OCCIDENTAUX.

LA POLITIQUE ETRANGERE DES BARUNDI comprenant LA POLITIQUE DE DEFENSE DES BARUNDI doit être portée par LE PANAFRICANISME, cher à Feu RWAGASORE et Feu MIREREKANO. Ainsi ce type de réunions ou rapprochements avec des états PRÉDATEURS ANTI-AFRICAINS et ANTI-BARUNDI devraient être interdits. Sauf si ils sont à l'initiative des BARUNDI eux-mêmes.

Comme le propose notre UBUNTU, les rapports de forces étant ce qu'ils sont, ces nations PREDATRICES peuvent coopérer avec les BARUNDI. Mais, seulement, et seulement si, les BARUNDI les invitent DANS LEURS PROJETS PROPRES. Le PROJET doit être celui des BARUNDI. Ce n'est pas L'ARGENT qui doit guider LA POLITIQUE DE DEFENSE DES BARUNDI. Mais bien LA PROTECTION DES BARUNDI ET DE L'AFRIQUE.

Par exemples :

1/ L'OPERATION EN SOMALIE DE LA FDNB est au départ une initiative AFRICAINE de l'Union Africaine. Union Africaine dont le BURUNDI est membre. L'Union Africaine, aujourd'hui, sans Feu KADHAFI, ne veut pas donner le Dictateur HIMA burundais BUYOYA recherché par LA JUSTICE BURUNDAISE. Est ce que L'OPERATION EN SOMALIE de la FDNB poursuit toujours l'intention AFRICAINE, dont Burundaise, de départ ?

2/ L'OPERATION EN CENTRAFRIQUE, elle, est une initiative FRANCAISE, pays NEO-COLON. Là, par exemple, les militaires BARUNDI ne doivent pas y être ...

Etc.

Laisser LA FDNB auprès de ces OPERATIONS que LES BARUNDI ne contrôlent plus devient un très grand danger pour le BURUNDI. Car les officiers BARUNDI, présents auprès de ces états PREDATEURS, peuvent être approchés et devenir des menaces pour le BURUNDI.

M. NYENIBANGA Gabriel terminant : Géopolitiquement parlant, les élections américaines sont en cours. Si les DEMOCRATES américains arrivent au pouvoir, L'AFRIQUE risque de connaître à nouveau de très grandes perturbations. Le Burundi aussi (4).

NOTES :

(1) Burundi : Comprendre qui sont les acteurs du conflit burundais ! – <http://burundi-agnews.org/securite/burundi-comprendre-qui-sont-les-acteurs-du-conflit-burundais/> | Le Pacte Néo-Colon du BURUNDI de 1959-1961 HIMA-UPRONA a tué Feu MIREREKANO Paul : <http://burundi-agnews.org/genocide/pacte-neo-colon-du-burundi-de-1959-1961-hima-uprona-feu-mirerekano-paul/> | BURUNDI : L' Accord néo-colon NTIRUHWAMA Jean et la BELGIQUE, dit Alliance des BAHIMA et des BELGES – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-l-accord-neo-colon-ntiruhwama-jean-et-la-belgique-dit-alliance-des-bahima-et-des-belges/> | BURUNDI : MUGANWA Feu RWAGASORE, 59 ème commémoration en sa mémoire – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-muganwa-feu-rwagasore-59-eme-commemoration-en-sa-memoire/> | BURUNDI : NEOCOLONIALISME – Affaire RWAGASORE – L' Accord tacite UPRONA – BELGIQUE – <http://burundi-agnews.org/genocide/burundi-neocolonialisme-affaire-rwagasore-l-accord-tacite-uprona-belgique/> | BURUNDI : Affaire Assassinat de Feu NDADAYE – BUYOYA condamné à la Perpétuité – <http://burundi-agnews.org/genocide/burundi-affaire-assassinat-de-feu-ndadaye-buyoya-condamne-a-la-perpetuite/> | BURUNDI : Jeudi 21 octobre 1993, – BUYOYA – assassinait Feu NDADAYE Melchior – <http://burundi-agnews.org/genocide/burundi-jeudi-21-octobre-1993-buyoya-assassinait-feu-ndadaye-melchior/> | Le Génocide Régicide du Burundi : <http://burundi-agnews.org/le-genocide-regicide/> | LE GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972 – <http://burundi-agnews.org/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972/>

(2) L'UBUNTU – <http://burundi-agnews.org/ubuntu/> | MUGERA, lieu vénéré des BARUNDI, devenu LE SYMBOLE COLONIAL au BURUNDI – <http://burundi-agnews.org/afrique/mugera-lieu-venere-barundi-devenu-le-symbole-colonial-au-burundi/> | BURUNDI : Propagande coloniale – l' Eglise Saint Guido Maria Confort de BUJUMBURA – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-propagande-coloniale-l-eglise-saint-guido-maria-confort-de-bujumbura/> | CVR : Les crimes du

VATICAN au Burundi – Génocide et Histoire coloniale – <http://burundi-agnews.org/genocide/cvr-les-crimes-du-vatican-au-burundi-genocide-et-histoire-coloniale/> | Burundi / EAC : Les dons au Vatican par la Belgique Coloniale – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-eac-les-dons-au-vatican-par-la-belgique-coloniale/> | Burundi : Propagande Coloniale – La presse et les institutions – <http://burundi-agnews.org/media/burundi-propagande-coloniale-la-presse-et-les-institutions/>

(3) Burundi / Sécurité – UA : L' ASF – Africa Standby Force – opérationnelle en janvier 2016 – <http://burundi-agnews.org/securite/burundi-securite-ua-l-asf-africa-standby-force-operationnelle-en-janvier-2016/> | Burundi – Union Africaine : Pourquoi la CARIC en 2014 et l'ASF en 2015 ? – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-union-africaine-pourquoi-la-caric-en-2014-et-lasf-en-2015/> | Le Nigéria et le Burundi discutent du remplacement de ZUMA à l'UA | <http://burundi-agnews.org/afrique/le-nigeria-et-le-burundi-discutent-du-remplacement-de-zuma-a-lunion-africaine/> | Burundi : Une guerre se prépare à partir du Rwanda ... – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-une-guerre-se-prepare-a-partir-du-rwanda/> | Burundi / COVID-19 : La Guerre biologique, remède au problème qu'est la Chine ? – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-covid-19-la-guerre-biologique-remede-au-probleme-quest-la-chine/> | Burundi : 2015 – Sécurité , Guerre médiatique et son BURUNDI VIRTUEL en crise – <http://burundi-agnews.org/bilan/burundi-2015-securite-la-guerre-mediatique-et-son-burundi-virtuel-en-crise/> | Burundi: 2014 – La France est devenue la 1ère menace sécuritaire extérieure – <http://burundi-agnews.org/bilan/burundi-2014-la-france-est-devenue-la-1ere-menace-securitaire-exterieure/> | Burundi/RDC: Bientôt des drones de surveillance militaire dans la Région – <http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundirdc-bientot-des-drones-de-surveillance-militaire-dans-la-region/>

(4) BURUNDI / DEFENSE : La RDC CONGO donne MINEMBWE aux BANYAMULENGE – <http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-defense-la-rdc-congo-donne-minembwe-aux-banyamulenge/> | Les USA reprennent la coopération militaire avec la RDC – <https://www.dw.com/fr/les-usa-reprennent-la-coop%C3%A9ration-militaire-avec-la-rdc/a-54508960> | Rwanda becomes 15th nation in U.S. AFRICOM program – <https://africatimes.com/2019/12/13/rwanda-becomes-15th-nation-in-u-s-africom-program/> | La déstabilisation du Burundi et le début des nouvelles routes chinoises en Afrique – <http://burundi-agnews.org/afrique/la-destabilisation-du-burundi-et-le-debut-des-nouvelles-routes-chinoises-en-afrique/> | BURUNDI : De jeunes Burundais recrutés par le RWANDA pour attaquer la RDC CONGO – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-de-jeunes-burundais-recrutes-par-le-rwanda-pour-attaquer-la-rdc/> | BURUNDI : Le RWANDA et l'EUROPE derrière RED TABARA, rébellion en RDC – <http://burundi-agnews.org/securite/burundi-le-rwanda-et-leurope-derriere-red-tabara-rebellion-en-rdc/> | RDC : Démenti des propos de KAGAME du RWANDA sur le BURUNDI – <http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/rdc-dementi-des-propos-de-kagame-du-rwanda-sur-le-burundi/> | Burundi : La Belgique veut créer une rébellion avec le CNL et le Rwanda – <http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-la-belgique-veut-creeer-une-rebellion-avec-le-cnl-et-le-rwanda/> | Le Rwanda dément déstabiliser le Burundi sans convaincre – <http://burundi-agnews.org/daily-africa-news/le-rwanda-dement-destabiliser-le-burundi-sans-convaincre/> | La menace du Burundi : L'alliance du Rwanda avec les anciens colons-esclavagistes – <http://burundi-agnews.org/diplomatie/la-menace-du-burundi-lalliance-du-rwanda-avec-les-anciens-colons-esclavagistes/> | Le Burundi accuse le Rwanda d'avoir mener l'attaque de Cibitoke – <http://burundi-agnews.org/afrique/le-burundi-accuse-le-rwanda-davoir-mener-lattaque-de-cibitoke/> | EAC : Le Rwanda agresse le Burundi par Media Web-TV interposés – <http://burundi-agnews.org/eac/eac-le-rwanda-agresse-le-burundi-par-media-wb-tv-interposes/> | Des éléments armées venus du Rwanda ont attaqué le Burundi – <http://burundi-agnews.org/afrique/des-elements-armees-venus-du-rwanda-ont-attaque-le-burundi/>

Burundi :Le président de la République, en compagnie de son épouse @Burundi1stLady sont attendus ce lundi 2 novembre à Malabo, en République de Guinée Équatoriale, pour une visite d'État de 5 jours.

ABP @ABPInfos / 2 nov.

Le président du Burundi effectue une visite d'Etat en Guinée équatoriale pour "renforcer les liens déjà excellents"

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2020-11/02/content_76869210.htm

Par : Yann | Mots clés : Burundi-Guinée équatoriale-visite French.china.org.cn | Mis à jour le 02-11-2020

Le président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, accompagné de son épouse Angéline Ndayishimiye, est parti lundi de l'aéroport international Melchior Ndadaye à l'ouest de Bujumbura-Mairie, à destination de Malabo en Guinée équatoriale pour renforcer "les liens déjà excellents" entre les deux pays, a-t-on appris d'un communiqué de presse publié par le service de communication de la présidence de la république burundaise.

"Cette visite d'Etat de cinq jours offrira l'opportunité aux deux chefs d'Etat l'opportunité de renforcer les liens déjà excellents entre le Burundi et la Guinée équatoriale", souligne le communiqué.

Pour rappel, dans le cadre de son premier déplacement en terre étrangère depuis sa prise de fonctions en tant que chef d'Etat burundais, le président Ndayishimiye a effectué le 19 septembre dernier une visite de travail à Kigoma en Tanzanie.

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

TANZANIE :

President Magufuli receives winner's certificate in Dodoma

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/president-magufuli-receives-winner-certificate-in-dodoma-2728442>

Monday November 02 2020 By THE CITIZEN Dar es Salaam, Tanzania's President John Pombe Magufuli Sunday received the winner's certificate in Dodoma following his victory in last Wednesday's elections.

In his speech after receiving the certificate, the president said he is indebted to Tanzanians as he takes power for a second five-year term.

He promised to work with opposition candidates in his bid to deliver to the expectations of the people whom he thanked for his landslide victory.

But his win has been contested by top opposition parties which claim the presidential election was rigged.

"I thank Tanzanians for electing us in the second and final term. May God help me now to deliver what they expect," said Dr Magufuli after receiving the certificate.

On Friday, the National Electoral Commission (NEC) declared him the winner in the General Election.

Dr Magufuli garnered 12.5 million votes representing 84.4 per cent of the total votes cast.

CALL FOR PROTESTS

Chadema and Alliance for Change and Transparency-Wazalendo (ACT- Wazalendo) said they did not accept the results and asked Tanzanians to protest through peaceful demonstrations starting Monday.

But 10 other presidential candidates who participated in the elections said they were free and fair and congratulated Dr Magufuli for his victory.

They even attended the Sunday event held in Dodoma and congratulated the president.

"We have already issued a statement to accept the results and Dr Magufuli is the winner," said one of the candidates, Ms Queen Sendiga (ADC), who spoke during the event.

"The elections are over and let us now concentrate on building the nation. We will give Dr Magufuli our moral and material support whenever he needs it.

Tanzanians need development and for us to achieve that we need to maintain the prevailing peace," she added.

FUND PARTIES

Ms Sendiga also used the platform to ask the government to consider giving grants to political parties which are not represented in Parliament as a way of sustaining them.

Dr Magufuli said this year's elections were "well organised" and results were delivered in about 48 hours for the first time.

"Ballot boxes were delivered in time to all polling stations and the materials put into consideration the needs of people with disabilities. Technology has also probably helped NEC to deliver the results as quickly as possible," said Dr Magufuli.

Tanzania's Magufuli wins election by a landslide

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/tanzania-s-magufuli-wins-election-by-a-landslide-2727036>

Saturday October 31 2020 By AFP

Tanzanian President John Magufuli won a resounding election victory Friday with 84 percent of votes in a poll his main rival said was riddled with irregularities such as ballot box stuffing.

Magufuli's main challenger, the Chadema party candidate Tundu Lissu, 52, won only 13 percent of the vote, after denouncing widespread fraud, intimidation and oppression of the opposition.

"The commission declares John Magufuli of CCM (Chama Cha Mapinduzi) who garnered the majority of votes as the winner in the presidential seat..." said commission chairman Semistocles Kaijage.

Voter turnout was 50.7 percent from more than 29 million voters, with over 260,000 votes declared invalid.

No final results were given for the parliamentary results however Magufuli's ruling CCM had earlier won all but two seats, with around 200 of 264 parliamentary seats announced.

In 2015, Magufuli won with only 58 percent of the vote.

Tanzania ruling party heads for landslide win in contested poll

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/tanzania-ruling-party-heads-for-landslide-win-in-contested-poll-2726624>

Tanzanian President John Magufuli and his ruling party were headed for a landslide victory in presidential and parliamentary elections Friday, which the opposition has roundly rejected, citing fraud such as ballot-box stuffing.

Magufuli had the majority of votes with results from 60 percent of 264 constituencies so far in the

presidential election, while his ruling Chama Cha Mapinduzi (CCM) had won all but two of around 229 parliamentary seats announced.

The near certain victory will further cement the power of a party which has been in power since independence in 1961 and stands accused of a worrying slide into autocracy under Magufuli who has cracked down on the opposition and free speech.

Magufuli's main challenger, the Chadema party candidate Tundu Lissu, on Thursday declared the results coming in "illegitimate" and urged his supporters to demonstrate peacefully, while asking the international community not to recognise the outcome.

"Whatever happened yesterday was not an election, and thus we do not recognise it. We do not accept the result," Lissu told reporters in Dar es Salaam, saying opposition election monitors had been barred from entering polling stations and faced other interference.

"What is being presented to the world is a complete fraud. It is not an election."

Tanzania opposition leaders arrested

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news>

By THE CITIZEN More by this Author - Opposition leaders had planned demonstrations to protest the outcome of the election.

Dar es Salaam,

At least three opposition leaders and officials in Tanzania have been arrested as police take actions to forestall planned demonstrations called to protest the outcome of the October 28 General Election.

The two main opposition parties, Chadema and ACT-Wazalendo, rejected the ruling party's overwhelming victory and termed the elections "a fraud and travesty". They called on their supporters to demonstrate to force a repeat of the polls.

Police say they have arrested top Chadema leaders, including national chairman Freeman Mbowe, over the planned protests.

Dar es Salaam Special Police Zone commander, Mr Lazaro Mambosasa, said Chadema's Northern Zone regional chairman Godbless Lema and former Ubungu Mayor in Dar es Salaam Boniface Jacob have also been arrested.

"We are holding them alongside several other people for inciting demonstrations," Mr Mambosasa told Mwananchi on phone Monday morning.

RWANDA :

Stop justifying mediocrity, Kagame tells leaders

<https://www.newtimes.co.rw/news/stop-justifying-mediocrity-kagame-tells-leaders>

President Paul Kagame has told leaders that Rwandans expect more from them, challenging them to step up efforts to fulfil their responsibilities, correct past mistakes and deliver on what they are expected to.

He presided over the signing ceremony of the performance contracts, locally known as Imihigo, in Nyagatare District in Eastern Province.

"Imihigo means to make a vow for what you want to do, the target you want to reach, all which leads to where you ultimately want to go, which in our case, is achieving development," he said.

It is about more than just making vows, Kagame said, it also means finding ways to do the right things. "We want good welfare, development and security. That's what Rwandans expect from us."

This was the 14th edition of Imihigo since the model, which is drawn from a pre-colonial cultural practice, was re-introduced in 2006 as a framework to improve accountability and promote

development driven by citizens themselves.

Despite years of trying to build a system of accountability to improve how leaders from the central and local government deliver on their targets, the President said there were still a lot of mistakes committed by leaders.

He questioned the leaders, asking them what it is they needed to fulfil their responsibilities.

“This time some of you admit that failure to perform wasn’t a lack of budget. If the budget is there, where then is the challenge to implement what was supposed to be done?” he questioned.

More often, the Head of State indicated that individuals in leadership positions point to lack of coordination and proper planning that leads to slow progress in implementation of government activities.

“You can apologise if your excuse is to say that you didn’t personally have the capacity to properly plan, but do you realize that anything that you are not able to do, there are others who can do it? That’s why the budget is there anyway,” he noted.(...)

RDC CONGO :

Décès inopiné de Sindika Dokolo à Dubaï

<https://www.digitalcongo.net/article/5f9c28b31abf6c0017843006/>

Le collectionneur d’arts connu mondialement Sindika Dokolo est décédé le jeudi 29 octobre 2020 à Dubaï aux Emirats Arabes Unis à l’âge de 48 ans.

La nouvelle, qui a fait le tour des réseaux sociaux, a plongé les Congolais dans la consternation.

Sindika Dokolo n’était pas seulement un homme d’affaires. Il était également un acteur majeur des mouvements citoyens avec son organisation « Les Congolais Debout ».

On ignore encore les vraies causes de cette disparition inattendue. L’homme, en parfaite santé, était en vacances avec sa famille. Cependant, des proches évoquent la piste de noyade au cours d’une plongée sous-marine qui a mal tournée. Les autorités de Dubaï ont annoncé une enquête pour déterminer les causes de ce décès.

L’illustre disparu était l’époux de Mme Isabelle Dos Santos Dokolo, fille aînée de l’ancien président angolais dont elle porte le nom.

Tshisekedi ouvre ses consultations avec des questions électorales

<https://www.digitalcongo.net/article/5f9fea5734d9300017504647/>

Kinshasa 02-11-2020 Politique - Initiées depuis le 23 octobre, les consultations nationales ont été lancées ce lundi 2 novembre 2020 avec essentiellement les membres de la société civile. La thématique abordée ce jour porte sur les questions électorales.

« Le Président de la République consulte aujourd’hui les délégations de la société civile et les institutions citoyennes », a tweeté, ce lundi, Tina Salama, la porte-parole adjointe du président congolais, Félix Tshisekedi. Ces consultations annoncées par le président Tshisekedi débutent ce lundi 2 novembre. Au Palais de la Nation et d’après plusieurs sources, Il y aura des rencontres courtes suivies de dépôts de mémos.

Ces consultations pourraient durer environ 10 jours. La Conférence nationale épiscopale du Congo (CENCO) qui devrait également reçue ce lundi au Palais de la Nation, a demandé à rencontrer, plus tard, le président de la République. Son président, Mgr Marcel Utambi, n’est pas à Kinshasa pour le moment.

Et ce même jour, les animateurs de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) devraient être parmi les premiers consultés. Il y aura aussi des représentants d’organisations

spécialisées sur des questions électorales, comme la Symocel ou l'AETA. Ou encore des représentants des confessions religieuses comme ceux de l'Eglise du Christ au Congo (ECC).

Pour rappel, ces consultations s'ouvrent dans un contexte tendu entre Félix Tshisekedi et son prédécesseur Joseph Kabila avec qui il est en alliance politique. L'ex-président qui se montre particulièrement préoccupé par les derniers déroulements des choses en RDC a réuni jeudi 29 octobre, dans sa ferme de Kingakati (dans la périphérie Est de Kinshasa), ses députés et sénateurs. Les fuites de sa conversation ont laissé transparaître des graves malaises entre les deux personnalités. Joseph Kabila estime ne pas partager « les mêmes valeurs » que le CACH (plateforme dirigée par Félix Tshisekedi). Principalement au sujet du respect des accords.

« On ne partage pas les mêmes valeurs avec nos amis du CACH. Le respect de la parole, par exemple. Quand le FCC ou moi vous la donnons, c'est une parole d'honneur. Ou encore le respect des textes. Quand on prend des engagements ou qu'on signe un accord, on va jusqu'au bout. Or, ce n'est pas le cas avec nos amis du CACH. », a déclaré Kabila en direction de ses députés et sénateurs, repris par Jeune Afrique. Le quatrième président congolais est revenu également sur les ordonnances de nominations prises au sein de l'armée et de la magistrature, contre lesquelles le FCC [sa plateforme politique] n'a cessé de protester ces derniers mois.

Dido Nsapu (DNK/Yes)

Consultations : Katumbi attendu à Kinshasa ce vendredi

<https://www.digitalcongo.net/article/5fa020e834d930001750464f/>

Kinshasa 02-11-2020 Politique - Longtemps resté dans le Haut-Katanga après l'interruption de son safari, l'opposant Moïse Katumbi, annonce son arrivée dans la capitale congolaise pour le vendredi 6 novembre afin de participer aux consultations nationales initiées par Félix Tshisekedi.

Le président du parti Ensemble pour la République, Moïse Katumbi va prendre part aux consultations initiées par le chef de l'État, Félix Tshisekedi. La confirmation de son arrivée a été notamment donnée par l'ex-député Francis Kalombo, un de ses proches. Mais le seul bémol, c'est que le jour de son arrivée, le 6 novembre, reste encore à confirmer, selon une autre source.

Initiées depuis le 23 octobre, les consultations nationales ont été lancées, ce lundi 2 novembre 2020, avec essentiellement les membres de la société civile. La thématique abordée ce jour porte sur les questions électorales. Le président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) sortant, Corneille Nangaa, a été reçu avec les membres de son bureau par Félix Tshisekedi. Au Palais de la Nation et d'après plusieurs sources, il y a eu des rencontres courtes suivies de dépôts de mémos. A l'instar de Corneille Nangaa qui dit avoir présenté au président congolais un projet de calendrier pour l'organisation des futures élections.

Interrogé par la presse, ce lundi 2 novembre 2020, au sujet de l'organisation des élections anticipées en cas de dissolution de l'Assemblée nationale, Corneille Nangaa a rappelé que le rôle de cette institution d'appui à la démocratie est d'organiser les élections. Mais que seul le nouveau bureau de la CENI est habilité à organiser ces élections. D'où, son appel à la mise en place « rapide » des nouveaux animateurs de cette institution.

Dido Nsapu

Dossier Minembwe : le député Muhindo exige la démission de Ruberwa

<https://www.digitalcongo.net/article/5f995dcae52054001725ef50/>

Kinshasa 28-10-2020 Politique - Pour le député auteur de l'interpellation du ministre d'Etat à la Décentralisation sur l'installation du bourgmestre de Minembwe, Azarias Ruberwa a présenté des réponses erronées à l'Assemblée nationale. De ce fait, il exige la démission de ce ministre.

Le ministre Azarias Ruberwa a répondu aux préoccupations des députés sur l'installation controversée du bourgmestre de la commune rurale de Minembwe. Insatisfait des réponses, le député Muhindo Nzangi exige la démission du ministre. « Le ministre qui présente des réponses erronées ou incomplètes peut être accusé d'outrage au parlement », a déclaré Muhindo. Ce dernier a démontré que la commune rurale de Minembwe est avant tout bâtie sur le faux. La commune a été créée sans l'avis conforme de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu.

Quant à l'installation du bourgmestre, l'élu du Nord-Kivu a estimé que les réponses du ministre Ruberwa par rapport à sa présence à Minembwe pendant l'installation du bourgmestre Gad Mukiza n'étaient pas convaincantes. Pour lui, le ministre avait menti sur plusieurs questions pendant ses deux interventions devant la plénière de l'Assemblée nationale. Et en dépit des explications du ministre Ruberwa, l'auteur de l'interpellation a insisté sur ce qu'il appelle « caractère frauduleux » de la création de cette commune. Il est aussi revenu sur la superficie de la commune, le nombre d'habitants ainsi que la procédure administrative et politique ayant conduit à cet état des choses.

Dans sa réponse sur sa présence à Minembwe, le ministre de la Décentralisation et réformes institutionnelles a insisté qu'il s'y est rendu en tant que « notable » sur invitation de son collègue de la Défense et Anciens combattants, Aimé Ngoy Mukena, dans le cadre de sa mission de caravane sécuritaire menée dans certaines provinces du pays.

Dido Nsapu

UGANDA :

Uganda records new highest daily increase in Covid-19 cases

<https://africa.cgtn.com/2020/10/29/uganda-records-new-highest-daily-increase-in-covid-19-cases/>

Uganda's health ministry on Thursday recorded 434 new coronavirus cases, its highest daily increase in cases since the outbreak began.

The new figure eclipses the 423 cases recorded last month and takes the nationwide total past the 12,000 mark to 12,201.

Majority of the new cases (430) were reported from contacts and alerts, with the capital, Kampala, registering the highest number of cases with 94, as more than 30 districts reported at least one confirmed case.

The remaining four cases were two Ugandan returnees from South Sudan and two Ugandan truck drivers who came from South Sudan and the Democratic Republic of Congo.

The ministry also reported two new coronavirus-related deaths, all in Yumbe district, raising the nationwide death toll to 108.

The ministry did not report any new recoveries from the disease leaving the total at 7,461.

Uganda has recorded a steady increase in coronavirus cases. Despite this, the government eased a number of COVID-19-related restrictions with President Yoweri Museveni arguing that the country could not perpetually remain under restrictions with the future of the economy at stake.

Museveni nomme un remplaçant de Kaka Bagyenda sacké de l'ISO/Internal Security Organisation

<https://fr.igihe.com/Museveni-nomme-un-remplacant-de-Kaka-Bagyenda-sacke-de-l-ISO-Internal-Security.html>

Redigé par IGIHE Le 9 octobre 2020 à 12:31 - Ce jeudi 8 octobre 2020, le Président ugandais Yoweri Museveni vient de démettre de ses fonctions de Chef des services de renseignement intérieur, M. Kaka Bagyenda. Il promeut à sa place un certain Charles Oluka.

Chimpreports, un quotidien ougandais en ligne qui rapporte l'information, motive le renvoi de ce haut fonctionnaire pour des erreurs commises par son personnel.

Le journal va plus loin. L'unité Spéciale présidentielle aurait été dépêchée à l'ISO pour libérer les personnes arrêtées, séquestrées et malmenées dans les Safe Houses/Maisons secrètes de cette organisation.

Des observateurs locaux constatent aussi que cette ancienne haute personnalité des services de renseignement ougandais gonflait les chiffres et inventait des accusations d'espionnage à l'encontre des pays voisins de l'Ouganda mettant ainsi à mal les relations bilatérales avec ces pays-là.

Museveni roulé

Le journal rapporte que cet ancien combattant de la guerre de libération de l'Ouganda 1982-1986 qui a été démobilisé en 1994 avec le grade de Colonel, a été nommé à la tête des renseignements intérieurs en 2017, date où de faux rapports ciblaient des officiers supérieurs de l'armée complotant contre le chef de l'Etat Museveni.

Il est rapporté que c'est sous sa direction qu'ISO a raflé beaucoup de Rwandais résidant ou en voyage en Ouganda sous prétexte d'espionnage pour le compte du Rwanda.

Chasse aux intrigants soucieux de noircir les relations rwando ougandaises

Ce geste pourrait apaiser les tensions et dégelé les relations rwando ougandaises

Comme on peut le constater, les relations entre les deux présidents voisins qui ont des relations intimes rapprochées sont envenimées par leurs proches lieutenants ; ceux-là mêmes qui ont participé à leurs côtés à la guerre de libération de l'Ouganda avec la NRA/National Resistance Army. Les intrigues de la cour aidant, ces anciens combattants devenus de grands spécialistes des services de renseignement dont les généraux Abel Kandiho, Fred Karara, les Colonels Sike Asiimwe, Kaka Bagyenda ou le major Fred Mushambo croient en complicité avec le Ministre Philémon Mateke croient devoir faire la subversion contre le régime du Général rwandais Paul Kagame, une affaire obsessionnelle personnelle en prêtant main forte aux mouvements dissidents armés rwandais RNC/Rwanda National Congress, FDLR/Forces Démocratiques de Libération du Rwanda et RUD-Urunana/ Ralliement pour l'Unité et la Démocratie au Rwanda-Solidarité pour que ces derniers insécurisent le peuple rwandais.

Le septuagénaire président Museveni, en procédant à l'expulsion de cet officiel semeur de zizanie, semble donner un signal fort de retour de la confiance entre lui et son homologue rwandais Paul Kagame. Ce dernier aura montré qu'en matière d'expertise de renseignement militaire, tout ce monde ne lui arrive pas à la cheville, qu'il l'a montré tout au long de la guerre de libération de l'Ouganda et même dans la réorganisation difficile des institutions gouvernementales ougandaises pour le peu de temps qu'il y aura exercé.

Museveni poursuivra-t-il son action contre ses officiers ci-haut cités qui corrompent les relations rwando ougandaises. Si oui, ce sera une nouvelle idylle entre les deux anciens guérilleros qui sera très acclamée par les deux peuples.

Two dead after Uganda, South Sudan armies clash over border area

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/two-dead-uganda-south-sudan-armies-clash-2726574>

Friday October 30 2020 - By DAVID MAYEN More by this Author

A military confrontation over a disputed border area between South Sudan and Uganda has claimed the lives of two South Sudanese soldiers.

According to South Sudan People's Defense Forces (SSPDF), on Tuesday, Uganda's People Defence Forces (UPDF) launched an attack on an army post it claims is situated within South Sudan, leading to the killing of its soldiers around Pogee area, Magwi County of Eastern Equatoria State.

But the Ugandan army insists that it opened fire on South Sudanese military officers who tried to encroach into its territory by placing a border post at an area located two kilometres from Ngomoromo border in Lokung Sub-County.

Similar incident

In June this year, a similar incident occurred around Fitina-Mbaya, also called Buya, a contested part of Kajo-keji County in Central Equatoria state. Four South Sudanese soldiers and a police officer were shot and killed by the UPDF.

Speaking to The EastAfrican on Thursday, South Sudan's army spokesman, Gen Lul Ruai, confirmed the killing of its officers by UPDF around Pogee area of Magwi County.

KENYA :

Kenya police accused of selective clampdown on political rallies

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kenya-police-accused-selective-clampdown-on-political-rallies-2484890>

The Kenya police are in the spotlight for selectively enforcing a controversial security law to clamp down on political dissent, which is likely to escalate with the release of a report on constitutional reforms in the coming days.

Police, invoking the Public Order Act, last week stopped three public meetings in western Kenya, including two church fundraisers where Deputy President William Ruto was expected to be the chief guest. In the Coast region, some politicians allied to the Deputy President were also blocked from campaigning for an independent candidate in a parliamentary by-election set for December. Inspector-General of Police Hilary Mutyambai was hard-pressed to explain the tough action against public meetings linked to DP Ruto while officers watched over similar functions attended by former prime minister Raila Odinga around the same time.

Mr Odinga, who leads the largest opposition party in parliament but is co-operating with the government, last week Saturday hosted a delegation from central Kenya at his rural home in Siaya County and the next day attended a church fundraiser in the same area.

The former prime minister is widely seen as DP Ruto's main rival in the race to succeed President Uhuru Kenyatta upon the expiry of his constitutional two terms in 2022.

A Cabinet meeting chaired by President Kenyatta on October 8 ratified recommendations by the National Security Advisory Council (NSAC) to, among other things, invoke the Public Order Act and the National Cohesion and Integration Act in the policing of early campaign rallies blamed for promoting incitement, hate speech and breaches of Covid-19 public health safety rules.

SOUTH SUDAN :

Four Killed in South Sudan-Uganda Border Skirmish

<https://www.voanews.com/africa/south-sudan-focus/four-killed-south-sudan-uganda-border-skirmish>

JUBA, SOUTH SUDAN - Two South Sudanese soldiers and two Ugandan soldiers have been killed in a clash near the two countries' border, a South Sudanese army spokesman said.

Major General Lul Ruai Koang, spokesman for the South Sudan People's Defense Force, says a mechanized, heavily armed unit of the Uganda People's Defense Forces made what he called a "major incursion" Tuesday into South Sudanese territory.

"That unit launched a surprise attack on our defensive border post at Pogee, in Magwi County, in

Eastern Equatoria state. Our forces were engaged in a gunbattle that got four killed – two from our side and two from the side of the UPDF,” Koang told VOA’s South Sudan in Focus.

Koang said the Ugandan forces also captured a South Sudanese soldier.

Speaking by phone to South Sudan in Focus from Uganda’s Lwengo district on Wednesday, Ugandan deputy defense spokesperson Lieutenant Colonel Deo Akiiki acknowledged that UPDF soldiers had killed two people, but insisted the incident occurred inside Uganda and that the two deceased could not be identified.

“There are some unknown armed people who erected a roadblock inside Uganda on our border with South Sudan. We sent there our patriots to crosscheck who these people could be, only to be returned with fire,” Akiiki told VOA.

He said a small force was sent to the area and subdued the armed people after an exchange of gunfire.(...)

SUDAN :

Sudan strips citizenship from thousands of Syrians

<https://www.middleeastmonitor.com/20201029-sudan-strips-citizenship-from-thousands-of-syrians/>

Sudan’s transitional government has stripped thousands of foreigners, including Syrians, from their naturalised Sudanese citizenship, Erm News reported yesterday.

In an official statement, the government said that the foreigners had acquired the Sudanese nationality in “illegitimate ways during the era of the ousted President Omar Al-Bashir.”

The statement added that the Sudanese Interior Ministry had called on all naturalized citizens from 2014 to 2019 “to visit the ministry’s Passports and Immigration office”, noting that all naturalised citizenships issued after last year would be “stripped from their holder”.

A number of Syrians who are naturalised citizens told local media that the measures had caused them “material damage, especially investors and businessmen, who could no longer liquidate their businesses and bank accounts.”

Sudan, South Sudan sign military co-operation deal

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/sudan-south-sudan-sign-deal-2728674>

Monday November 02 2020 By DAVID MAYEN More by this Author

Juba, The governments of Sudan and South Sudan on Thursday signed a joint military co-operation agreement aimed at providing armed training, peace and development between the two countries.

Last week, South Sudan’s unity government delegation headed by the Minister for Defence and Veterans Affairs Angelina Teny, Interior Minister Paul Mayom Akech and Beatrice Khamisa Wani, Foreign Affairs and International Co-operation Minister, travelled to the Sudanese capital Khartoum for bilateral talks.

According to Sudanese media, the two countries on Thursday signed a memorandum of understanding on provision of military training, peace and development promotion and resolving the issue of the disputed Abyei border.

The deal was signed by Sudan and South Sudan’s Ministers for Defence, Ibrahim Yassin and Angelina Teny.

ETHIOPIA :

Ethiopia: Authorities ban protests as “illegal and unnecessary”

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/10/ethiopia-authorities-ban-protests-as-illegal-and->

unnecessary/

Ethiopian authorities have banned peaceful protests against ethnically motivated killings which were due to take place on 28 October, in direct violation of the rights to freedom of expression and peaceful assembly, Amnesty International said today.

The National Amhara Movement (NAMA), an opposition political party, had called for protests following the killing of scores of people from the Amhara ethnic minority in recent months. Officials of NAMA were on 27 October prevented by the police from accessing their party office in Addis Ababa, and from traveling to the various locations where the protests were to take place in the Amhara regional state.

The spokesperson of the Amhara Regional government, Gizachew Muluneh, on 26 October described the protests as “illegal and unnecessary” and warned that regional security forces would be deployed, and that there was a possibility of violence if the protests went ahead.

There has been a surge of deadly ethnic violence targeting Amharas in various parts of the country, including in Benishangul, Oromia and the Southern Nations, Nationalities and Peoples regional states.

“The killings are abhorrent and serve as a clarion call to the Ethiopian authorities to safeguard the right to life. People have a right to protest and call for justice for the lives lost. The authorities must ensure security forces are deployed to facilitate and manage the protests whenever they may occur, not to disperse or otherwise inhibit protesters,” said Deprese Muchena, Amnesty International’s Director for East and Southern Africa.(...)

SOMALIE :

Somalie : le parlement approuve le premier gouvernement de Mohamed Hussein Roble

<https://www.agenceecofin.com/gouvernance/2510-81703-somalie-le-parlement-approuve-le-premier-gouvernement-de-mohamed-hussein-roble>

(Agence Ecofin) - Le parlement somalien a approuvé ce samedi 24 octobre le nouveau gouvernement formé par le 1er ministre Mohamed Hussein Roble. Celui-ci compte 27 ministres, 17 ministres d’Etat et 26 vice-ministres et devra conduire le pays vers les prochaines élections législatives et présidentielles.

En Somalie, le parlement vient d’approuver un nouveau gouvernement pour diriger le pays. Ce samedi 24 octobre, 188 députés sur 188 présents ont voté oui à la validation de la liste du nouveau gouvernement formé par le nouveau premier ministre Mohamed Hussein Roble. Celui-ci compte 27 ministres, 17 ministres d’Etat et 26 vice-ministres.

Il s’agit du premier gouvernement de Mohamed Roble, nommé en septembre pour remplacer Ali Hassan Khaire. Ce dernier avait été destitué par le parlement en juillet dernier suite à des tensions et luttes de pouvoir avec le président Mohamed Farmaajo. Le nouveau cabinet aura la responsabilité de guider le pays vers les élections législatives et présidentielles de 2020/2021 et devra gérer la transition vers un nouveau gouvernement.

« Je remercie les dirigeants et les membres de la Chambre du peuple d’avoir approuvé à l’unanimité les candidats de mon cabinet et le programme de mon gouvernement aujourd’hui. Sous la direction de mon président, nous allons maintenant nous atteler sérieusement à la tâche et veiller à mieux servir notre nation » a indiqué le nouveau 1er ministre sur Twitter.

Ces dernières années, la Somalie a dû faire face à des tensions politiques internes entre plusieurs clans et factions qui se disputent le pouvoir. Ces tensions s’ajoutent au climat sécuritaire difficile, en raison notamment de l’insurrection des islamistes radicaux Al Shebab, proches d’Al-Qaïda, qui mènent des attaques répétées visant les civils et les militaires.(...)

**** L'AFRIQUE DU SUD ****

MADAGASCAR :

Madagascar: un rapport épingle de nombreux problèmes dans la gestion des fonds Covid-19
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201030-madagascar-rapport-etude-corruption-problemes-fonds-covdi-coronavirus>

Une dizaine de dossiers de signalements d'actes de malversation liés aux fonds Covid perçus par l'Etat ont d'ores et déjà été transmis au Bureau indépendant de lutte anticorruption. Leur nombre devrait sensiblement s'alourdir ces prochaines semaines. Dans une étude encore confidentielle, réalisée par une coalition d'organisations de la société civile travaillant sur la transparence des fonds alloués pour lutter contre la pandémie, sont listés toute une série de dysfonctionnements, de manquements et d'éléments dérangeants par leur opacité. Cette étude, que RFI a pu se procurer en exclusivité, devrait être publiée d'ici quelques semaines.

Avec notre correspondante à Antananarivo,

D'abord, le rapport pointe du doigt une donnée connue mais qui étonne toujours : la pléthore d'organisations créées pour coordonner la lutte contre le virus (le Centre de commandement opérationnel Covid-19, les 22 Centres régionaux de commandement opérationnel Covid-19, les 1428 Comités Loharano, ...).

La plupart des rôles et attributions de ces dispositifs restent encore flous aujourd'hui, sans qu'aucun texte légal ni réglementaire n'ait été rédigé. Pourtant, note le rapport, des structures prévues pour ce genre de crise étaient déjà existantes avant l'épidémie, à l'instar du Comité national de coordination contre les épidémies majeures.

Ensuite, ce sont ces plus de 716 millions de dollars de dons et prêts qui ont été alloués par les bailleurs à l'Etat pour lutter contre l'épidémie qui questionnent. Aujourd'hui, les dépenses Covid-19 restent pour la plupart intraquables ; de son côté, le ministère de l'Economie et des finances qui devrait conformément au décret adopté en juillet publier un rapport mensuel sur les détails de l'utilisation de ces fonds, ne s'est encore jamais acquitté de cette tâche(...)

SOUTH AFRICA :

PRAVIN GORDHAN HITS BACK AT CRITICS, DEFENDS CONTROVERSIAL SAA BAILOUT

<https://www.thesouthafrican.com/news/south-africa-news-today-friday-30-october-2020/>

The minister of public enterprises has hit back at opposition parties and economic analysts who criticised the approval of a R10.5 billion bailout out for South Africa's torment national carrier, SAA. While Finance Minister Tito Mboweni's Medium-Term Budget Policy Statement (MTBPS), delivered to the National Assembly on Wednesday, was generally poorly received, as the picture painted of the country's financial predicament became unsettling clear, it was the announcement of yet another SAA bailout which drew the most ire.

Mboweni confirmed that the National Treasury had committed R10.5 billion to finalise the airline's business rescue plan. Coupled with admissions regarding South Africa's burgeoning debt crisis, economic contraction and joblessness, the decision to pump more money into a 'defunct' airline was condemned by the Democratic Alliance (DA) and other opposition parties.

Geordin Hill-Lewis, the DA's Shadow Minister of Finance, described the bailout out as "immoral" and "indefensible". The Organisation Undoing Tax Abuse (OUTA) has called for a boycott against SAA, with CEO Wayne Duvenage explaining:

“OUTA is extremely concerned about the allocation of R10.5bn to implement what we believe is an unworkable business rescue plan at SAA and believes it is extremely irresponsible. We understand that debts need to be settled, but we cannot watch more precious tax revenue being wasted to revive a dying entity.”

Matric exams start this week – as Ramaphosa hails ‘heroic’ students

<https://www.thesouthafrican.com/news/ramaphosa-weekly-letter-support-matrices-message/>

Cyril Ramaphosa has told matric students that they 'carry the hopes of a nation' ahead of their gruelling exam schedule, which begins this week.

Tom Head by Tom Head 2020-11-02

In three days' time, the matric class of 2020 will sit for the National Senior Certificate examinations. It will mark the culmination of an academic year like no other, following the devastating impact of COVID-19. However, President Cyril Ramaphosa is optimistic that things will go well – and he's issued a rallying cry for all exam-sitting students.

To accommodate the disruptions, the June Senior Certificate exams were postponed and will now be written together with the National Senior Certificate. More than a million candidates will sit for the examinations starting on Thursday.

Cyril Ramaphosa rouses matric students

This makes this combined examination the largest public exam ever administered in South Africa. Ramaphosa has recounted the difficulties faced by Grade 12 students, who were the first group of students marched back into the classroom.

“The Class of 2020 has had to endure conditions their predecessors never had to confront. They had to adapt in real-time not just to finish the curriculum but to catch up with the learning hours lost. Though some had access to online learning platforms and other resources, many had to struggle with access to learning material and teaching.”

“They had to endure the mental strain of social isolation, and for many months were cut off from friends and teachers. They were not able to participate in sporting, recreational and leisure activities that are so essential to a well-rounded life and that relieve stresses. Despite having odds stacked against them, our learners are determined to present for this exam.”

Cyril Ramaphosa

“You have overcome difficulties that would test the resolve of even the most hardened adults”, says Cyril

President Ramaphosa has urged the youth to find the strength for a ‘final push’. He signed off his weekly letter to the nation by thanking students for their sacrifices, telling them that they ‘carry the hopes of a nation’. So, no pressure then?

“I call on the Class of 2020 to summon their great reserves of courage and strength in this, the final push. I wish you the very best. You have overcome difficulties that would test the resolve of even the most experienced and hardened adults. At your tender age, there are so many demands upon you.”

“There are the pressures of rigorous study, the pressure to excel, and to achieve the results you need to study further. And yet you have come this far. When you enter the exam room in the days ahead, you will be carrying not just your own hopes for success and those of your families. You will also carry the hopes of us, the South African people.”

Cyril Ramaphosa

BOTSWANA :

Botswana : l'inflation maintient son trend haussier

<https://www.financialafrik.com/2020/10/30/botswana-linflation-maintient-son-trend-haussier/>

Au Botswana, l'inflation globale est passée de 1% en août à 1,8% en septembre 2020, selon les données officielles communiquées par la Banque centrale et le Bureau national des statistiques. C'est la deuxième fois consécutive qu'elle augmente après la constance observée entre juin et juillet 2020 (0,9%).

Selon la Banque centrale du Botswana, le taux d'inflation observé en septembre est inférieur à la limite inférieure de la fourchette d'objectifs fixés à moyen terme (entre 3 et 6%), et « nettement inférieur » aux 3% observés en septembre 2019. « L'augmentation significative de l'inflation entre août et septembre 2020 reflète principalement l'ajustement à la hausse des tarifs des transports publics, qui aurait augmenté l'inflation d'environ 0,64 point de pourcentage », explique-t-elle dans un communiqué.

En 2019, le pays a enregistré une inflation annuelle de 3,5%.

ZIMBABWE :

ELIM CAN 2021 : LE ZIMBABWE À LA RECHERCHE D'UN FINANCEMENT POUR RALLIER ALGER

<https://www.africatopsports.com/2020/10/30/elim-can-2021-le-zimbabwe-a-la-recherche-dun-financement-pour-rallier-alger/>

Une grosse difficulté pour le Zimbabwe. A moins de deux semaines de la première opposition contre l'Algérie, la Fédération recherche du financement pour rallier la capitale algérienne. Les éliminatoires de la CAN 2021 vont reprendre dans le mois de novembre. Pour la double confrontation contre l'Algérie, la sélection zimbabwéenne se déplace à Alger le 12 avant de recevoir les Fennecs quelques jours plus tard. Le voyage aller est le souci actuel de la Fédération. « C'est une situation très difficile car il n'y a pas de vols vers l'Algérie. L'option que nous avons est d'affréter un avion, mais là encore, c'est une route coûteuse car le devis le moins cher pour un avion de 40 places est de 152.000 dollars (...) Nous explorons donc les options d'un avion plus grand car il y a environ 20 étudiants qui sont actuellement en Algérie et qui veulent rentrer chez eux », a déclaré le vice-président de la ZIFA Philemon Machana dans les colonnes de NewsDay. « Nous espérons donc que nous pourrions avoir des partenaires comme le gouvernement et les parents de ces enfants à bord pour aider à subventionner le voyage. C'est vraiment difficile, mais nous avons l'obligation d'accomplir le projet et nous devons trouver un moyen pour y arriver », a-t-il conclu.

Pour rappel, le Zimbabwe affronte l'Algérie le 12 novembre au stade du 5 juillet d'Alger pour la première manche. Le match retour se joue à Harare quatre jours plus tard.

ZAMBIA :

Zambia marks 56th Independence Day anniversary

http://www.xinhuanet.com/english/2020-10/24/c_139464620.htm

LUSAKA, Oct. 24 (Xinhua) -- Zambia on Saturday marked the 56th anniversary of its independence from the British colonisation, with a low-key main event in Lusaka, the country's capital, due to restrictions posed by the COVID-19 pandemic.

The event started with the laying of wreaths at the Freedom Statue in which President Edgar Lungu led senior government officials and diplomats whose attendance was restricted.

The event later shifted to State House for an investiture ceremony where various people were

honoured for their distinguished service to the country, with only 100 people allowed to attend, unlike previous years where hundreds attend.

The events were broadcast live on the state broadcaster, the Zambia National Broadcasting Corporation.

This year's celebration is being held under the theme, "One Land, One Nation, Building Our Future, Proud and Free."

In his message on the eve of the anniversary, the Zambian leader said the government was determined to make the country a prosperous nation through improving different sectors of the economy.

Investments in various sectors such as roads and information technology were one way of growing the country's economy.

He further emphasized the need for unity, adding that it was the dream of the country's founding fathers to have a unitary and prosperous country where every citizen was equal before the law.

"Zambia shall forever be one country, one nation, indivisible and belonging to all of us as its citizens. It does not matter where one comes from, what language one speaks, what faith or political persuasion one holds. We all have a stake in our country," he said.

The Zambian leader called on the current generation to emulate the spirit of the founding fathers who waged the struggle for independence, adding that they sacrificed everything in order to liberate the country from the shackles of colonialists.

"They came together, regardless of their differences, because they wanted this country to be free. Free from colonial rule and free from exploitation," he added. Enditem

MALAWI :

Malawi: le gouvernement va auditer le secteur TIC

<https://www.agenceecofin.com/regulation/3010-81911-malawi-le-gouvernement-va-auditer-le-secteur-tic>

(Agence Ecofin) - En matière de TIC, le gouvernement du Malawi aimerait savoir « ce qu'il a, ce qu'il n'a pas, qui utilise quoi et comment il l'utilise ». Ce sont les mots du ministre des TIC qui propose un audit du secteur. Une solution pour garantir des technologies de qualité et des prix abordables

Le gouvernement du Malawi envisage d'auditer le secteur national des TIC. Le ministre des Technologies de l'information et de la communication Gospel Kazako l'a déclaré, le 28 octobre 2020, lors d'une visite chez le fournisseur d'accès Internet (FAI) Globe Internet. Le ministre a affirmé que le manque d'audit du secteur était l'un des grands problèmes à résoudre pour garantir son efficacité et son efficience.

« La grande faiblesse de ce secteur a été le manque d'audit. Le gouvernement a besoin de savoir ce

qu'il a, ce qu'il n'a pas, qui utilise quoi et comment il l'utilise », a expliqué Gospel Kazako, avant de préciser que le gouvernement a dépensé des millions de dollars dans la fibre optique et n'est toujours pas certain de l'utilisation qui en est faite et ce qu'il y gagne actuellement.

Le ministre des Télécoms a souligné que le secteur des TIC a besoin de plusieurs audits, d'un recalibrage et de changements d'orientation pour garantir des technologies de qualité et des prix abordables. Il a indiqué que le gouvernement veut comprendre ce qui se passe dans le secteur parce que les investissements qui y ont été injectés l'ont été pour le peuple.

« Ce gouvernement considère les TIC comme cruciales, dans le sens où il s'agit d'un outil important pour faire croître notre produit intérieur brut », a-t-il indiqué.

NAMIBIE :

Namibie : des agriculteurs inquiets de l'impact environnemental du projet pétrolier du Kavango

<https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2710-81800-namibie-des-agriculteurs-inquiets-de-l-impact-environnemental-du-projet-petrolier-du-kavango>

(Agence Ecofin) - Une association d'agriculteurs craint que le développement du champ pétrolier du Kavango, en Namibie, ne menace l'environnement de la région. Pour le gouvernement, toutes les démarches requises pour préserver la zone ont été effectuées et par conséquent, les activités devraient commencer bientôt.

En Namibie, le syndicat des agriculteurs de la région du Kavango Est (KERFU) s'est dit préoccupé par l'impact environnemental du projet pétrolier du bassin sédimentaire du Kavango, qui va bientôt démarrer au sud de Rundu dans le village de Kawe.

Reconnaissance Energy Africa (ReconAfrica), qui opère sur ledit projet compte, en effet, procéder au forage de puits d'environ 3,6 à 4 km de profondeur dans le secteur d'unités agricoles commerciales. L'entreprise procèdera également au démarrage de travaux de terrassement en vrac sur le site de forage.

« La plateforme de forage pétrolière sera dans le pays probablement d'ici la deuxième semaine de novembre et ils ont commencé à faire de la promotion pour employer ceux qui travailleront sur le site et ainsi de suite », a déclaré Bonifatius Wakudumo, gouverneur du Kavango Est. Il a ajouté que l'étude relative à l'impact environnemental du champ a été réalisée par des professionnels et que son développement est donc inévitable.

Mais selon Adolf Muremi, Président du KERFU, les autorités traditionnelles et la communauté de Kavango Est n'ont pas été consultées lors de l'évaluation de l'impact environnemental. De ce fait, l'association souhaite que le bureau du gouverneur convoque une réunion avec les parties prenantes afin de discuter en profondeur de la réalisation effective de ce projet.(...)

ANGOLA :

RDC-Angola – Décès de l'homme d'affaires Sindika Dokolo

<https://www.jeuneafrique.com/1065963/politique/rdc-angola-deces-de-lhomme-daffaires-sindika-dokolo/>

L'homme d'affaires et collectionneur d'art congolais Sindika Dokolo est décédé, le 29 octobre, à la suite d'un accident de plongée.

Sindika Dokolo est décédé, ce jeudi 29 octobre à Dubaï, où il résidait, à la suite d'un accident de plongée. L'information a été confirmée à Jeune Afrique par plusieurs membres de sa famille.

Dandy cultivé et homme d'affaires avisé, Sindika Dokolo était aussi un observateur attentif de la

scène politique régionale. Il était âgé de 48 ans.

Il était depuis 2002 l'époux d'Isabel dos Santos, la fille de l'ancien président angolais, José Eduardo dos Santos, au pouvoir de 1979 à 2017.

Intelligent et ambitieux

Il était aussi le fils de l'homme d'affaires Augustin Dokolo Sanu, dont il avait hérité en 2001. Aux côtés de sa femme, Hanne Kruse, une Danoise épousée en 1968, ce patriarche mukongo avait édifié l'un des plus vastes empires économiques du Zaïre de Mobutu, avec pour fleuron la Banque de Kinshasa.(...)

GUINEA BISSAU :

Can-2022: Guinea-Bissau publishes its list for the double confrontation against Senegal

<https://alkhaleejtoday.co/international/5228072/Can-2022-Guinea-Bissau-publishes-its-list-for-the-double-confrontation-against-Senegal.html>

For this meeting, the Bissau-Guinean coach, Baciro Cande, has published a list of 27 players. That of Senegal is expected for November 2. The matches will be played at the Lat Dior stadium in Thiès (outward) and at the September 24 stadium in Bissau (back).

List of 27 Djurtus

Gardiens (3): Jonas Mendes (Black Leopard, Afrique du Sud), Rui Dabó (CD Oliveirense, Portugal), Marco Aurélio Djoco (Juventude Sport Clube, Portugal)

Défenseurs (9): Nanu (FC Porto, Portugal), Marcelo Djaló (Lugo, Espagne), Rudinilson Silva (FK Kauanas Zalgiris, Lituanie), Jefferson Encada (Leixões, Portugal), Maudó Djarjué (Austria from Vienna, Autriche), Aurisio Embaló Junior (Cova de Piedade, Portugal), Ladislau Alves (Torreense, Portugal), Juari Marinho Soares (Créteil Lusitanos, France).(…)

CABO VERDE / CAP VERT :

Cabo Verde: Wind farms save 53,600 tonnes of CO2 in 2019

<https://www.macaubusiness.com/cabo-verde-wind-farms-save-53600-tonnes-of-co2-in-2019/>

The electricity generated by the four wind farms operated in Cabo Verde by Cabeólica, a public-private partnership with international funding, prevented the emission of 53,600 tonnes of CO2 in 2019, even though production fell 7.7%.

The data is included in the company's 2019 report and accounts, seen by Lusa, which said that last year the company maintained installed capacity of 25.5 MegaWatts (MW), with 30 wind turbines, distributed across the parks on the islands of Santiago (11), Sal (9), São Vicente (7) and Boa Vista (3).

In the document, the board said that the operation was "efficient and profitable" in 2019, despite being a year "with one of the least favourable wind conditions in the history of the company" and the exceptional year of electricity production by the same farms in 2018, which had predicted a decline.

In "strict compliance" with the contract for the purchase and sale of electricity, signed with the sector's concessionaire, the public company Electra, Cabeólica's farms produced around 78,575 MWh in 2019 (-7.7% compared to 2018), avoiding the release of the equivalent of 53,692 tons of CO2 with the same production by fossil energies.(…)

SAO TOME AND PRINCIPE :

Former Macao Forum secretary-general to be China's ambassador to São Tomé

<https://macaunews.mo/former-macao-forum-secretary-general-to-be-chinas-ambassador-to-sao-tome/>

The former secretary-general of the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking countries (Forum Macao) will be China's next ambassador to São Tomé and Príncipe, CLBrief has learned.

Xu Yingzhen, who was Forum Macao's secretary-general for four years until last September, is due to arrive in São Tomé and Príncipe next week and will replace Wang Wei, who was the first Chinese ambassador in São Tomé and Príncipe after the two countries re-established diplomatic relations in 2016.

Prior to Forum Macao, Xu was commercial counsellor at China's Ministry of Commerce (MOFCOM) Department of American and Oceanian Affairs and Commercial and Economic Counselor's at the Chinese Embassy in Chile.

While Forum Macao's next secretary-general has yet to be named, Paulo Jorge do Espírito Santo of São Tomé and Príncipe was named deputy secretary-general of Forum Macao this week, representing Portuguese-Speaking countries.

Replacing Rodrigo Brum, from Portugal, Espírito Santo was named during the annual meeting of Portuguese Speaking Countries ambassadors in Macao.

The new deputy secretary-general was named in 1999 as minister of Justice and Foreign Affairs and Cooperation. In 2011, he took on the position of presidential advisor for Diplomatic and Foreign Affairs. Before joining the cabinet of the current Foreign Affairs minister in São Tomé and Príncipe, he served as a lawyer and business consultant, according to Africa Monitor Intelligence.(...)

TIMOR-LESTE :

A Flight Path to Recovery for Tourism in Timor-Leste

<https://asiafoundation.org/2020/10/28/a-flight-path-to-recovery-for-tourism-in-timor-leste/>

Situated on the southeastern periphery of Southeast Asia and endowed with unspoiled and exquisite natural attractions, Timor-Leste is a magnet for adventuresome tourists. Leisure travelers injected roughly 23.2 million much-needed dollars into the country's economy in 2019, and success in capturing a larger share of Southeast Asia's robust tourism market would make a significant contribution to the nation's development.

Tourism is relatively labor intensive, and with the right mix of products, services, and supporting infrastructure it could bring widespread economic benefits and create jobs for a burgeoning youth population. The National Tourism Policy has a stated goal of 200,000 tourist visits per year by 2030, which would energize the petroleum-dependent economy, but the harsh reality is that costly airfares, poor connectivity, and inadequate airports have kept this goal out of reach.

With the emergence of the Covid-19 pandemic, aviation operations have now been reduced to relief flights to repatriate citizens, emergency medical flights, and deliveries of urgently needed medical supplies. The resulting financial impact throughout the aviation industry has been severe.

Healthy airlines are particularly dependent on reliable cash flow. The International Civil Aviation Organization estimates that the world's airlines have lost 213 to 257 billion dollars in income since the beginning of the crisis. The general picture is that some airlines have already gone out of business, while others are being restructured or just holding on by a thread. Staff have been laid off, fleets have been pruned, aircraft orders have been cancelled, and less profitable routes are being eliminated.

****** AFRIQUE DU NORD ******

EGYPT :

Egypt: Photojournalist Mohamed El Raai missing since Wednesday

<https://www.middleeastmonitor.com/20201030-egypt-photojournalist-mohamed-el-raai-missing-since-wednesday/>

Egyptian photojournalist Mohamed El Raai has been missing since he went to the National Security Office on Wednesday.

Security forces went to his home on Monday and when they didn't find him there, left a message for him with a phone number and asked him to call them.

When El Raai called the number, he was summoned for interrogation at the National Security headquarters in Shubra El-Kheima, Cairo.

On Tuesday he was questioned for over five hours about his work, but was allowed to leave afterwards. He was summoned again that evening and then the following day.

El Raai has been forcibly disappeared since 2pm on Wednesday when he returned to the headquarters for a third time. His family and friends have not heard from him since.

His family filed a report with the attorney general and the interior ministry about his disappearance.

Journalism has become a crime in Egypt, Amnesty International said in a recent report, as the government moves for absolute control over the narrative and to crush the opposition.

Since the 2013 coup, most TV shows and newspapers promote the government's point of view.

Those who have not have been arrested or forcibly disappeared.

Several journalists working for state-owned media have also been arrested after expressing personal views on social media.

Often, reporters are accused of "spreading false news" or "misusing social media".

Several private news outlets have been acquired by companies related to Egyptian intelligence.

ALGERIE :

Algérie : Les gènes du Coronavirus deviennent plus virulentes ?

<https://www.dzairdaily.com/algerie-genes-coronavirus-deviennent-plus-virulentes/>

Algérie – Le docteur Mekki Yahia, expert en virologie, a déclaré que les gènes du Coronavirus sont devenues plus virulentes et dangereuses qu'auparavant.

En effet, dans une interview accordée à la Radio de Sétif, l'expert a, en effet, déclaré que la situation en Algérie est inquiétante car les gènes du Coronavirus sont devenues plus virulentes et dangereuses qu'auparavant. Et que le Covid-19 va atteindre le summum en novembre et décembre, selon notre source le site arabophone Ennahar Online.

De plus, le docteur Mekki Yahia, a aussi déclaré que les fumeurs sont les plus vulnérables à cette pandémie, et que les gènes du virus ont subi une modification ce qui les rend plus agressifs et dangereux, selon notre source le site arabophone Ennahar Online.

Toutefois, l'expert, explique à nouveau que nous sommes entrés en saison des virus respiratoires; et même si l'Algérie n'est pas encore passée à l'étape de la deuxième vague mais la situation est alarmante. Sachant que la baisse des températures favorise la propagation du Coronavirus.

Vers un retour au confinement ? Mekki s'exprime

Effectivement, la gravité de la situation, déclare l'expert; demeure dans le nombre de personnes atteintes par le Covid-19 et ne présentant aucun symptôme. Notamment, il ajoute, que la solution la plus adéquate en ce moment pour éviter la catastrophe est de passer au confinement; et imposer le

port du masque et le respect des mesures sanitaires, toujours selon notre source.(...)

MAROC :

Maroc : l'assassinat d'un gardien de prison déchaîne les délires de la jihadosphère
<https://www.jeuneafrique.com/1065655/politique/maroc-lassassinat-dun-gardien-de-prison-dechaine-les-delires-de-la-jihadosphere/>

Mohamed Hajib, figure du salafisme marocain, voit la main des services derrière l'attaque par un chef terroriste d'un gardien de prison de Tiflet.

Interpellé le 10 septembre dans le cadre de ce qui est sans doute la plus importante opération antiterroriste menée à ce jour par la DGST (Direction générale de la surveillance du territoire) en cette année 2020, le jihadiste marocain Abderrazak Abidoullah est depuis passé à l'acte... en prison. Ce chef de réseau se réclamant de Daech, qui avait fomenté une vingtaine de projets d'attentats, stocké dans ce but toute une collection de produits chimiques et disséminé des complices dans les villes de Témara, Tanger et Skhirat, a été incarcéré à la centrale pénitentiaire de Tiflet 2, à une cinquantaine de kilomètres de Rabat. C'est là que, le 27 octobre, il a poignardé à mort l'un de ses gardiens et blessé trois de ses collègues, avant d'être maîtrisé.(...)

TUNISIE :

La Tunisie condamne l'attentat de Nice et « ouvre une enquête » pour savoir si le tueur était un ressortissant

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/30/la-tunisie-condamne-l-attaque-de-nice-et-ouvre-une-enquete_6057876_3212.html

L'agresseur, blessé par balle lors de l'intervention de la police et arrêté, serait un migrant tunisien, arrivé récemment en France par l'île de Lampedusa, en Italie.

La Tunisie a condamné fermement jeudi 29 octobre l'attaque « terroriste » meurtrière dans une église à Nice, en France, et annoncé l'ouverture d'une enquête après des « soupçons » selon lesquels le tueur serait de nationalité tunisienne.

Selon des sources proches du dossier en France, l'agresseur, blessé par balle lors de l'intervention de la police et arrêté, est un migrant tunisien, arrivé récemment en France par Lampedusa, en Italie. Trois personnes ont péri dans l'attaque perpétrée dans la basilique Notre-Dame à Nice. Une femme et un homme y ont été tués à coup de couteau par un homme qui a crié « Allah Akbar » (« Dieu est le plus grand », en arabe). Une autre femme, grièvement blessée, est décédée dans un bar proche où elle s'était réfugiée.

« Refus de toute forme d'extrémisme »

« La Tunisie condamne fermement l'incident terroriste à Nice et exprime sa solidarité avec le gouvernement et le peuple français », a indiqué un communiqué du ministère des affaires étrangères.

LYBIA :

Libya: more mass graves found

<https://www.middleeastmonitor.com/20201030-libya-more-mass-graves-found/>

A dozen bodies have been unearthed in newly found mass graves in the Tarhuna region of western Libya, AFP has reported. This is where renegade military commander Khalifa Haftar's forces launched an aborted assault on Tripoli last year.

A total of 98 bodies have now been found since searches for mass graves were started after the

withdrawal of Haftar's forces from western Libya in June.

"Four new sites have been discovered, two of them mass graves and two individual graves, in Tarhuna... and unidentified bodies have been exhumed," said a specially-tasked committee on Facebook on Wednesday. The committee was established by the UN-recognised Government of National Accord with a brief to search for missing people. At least 16 more mass graves have yet to be unearthed, according to Abdel Hakim Abu Naama, who heads the non-governmental Association of Tarhuna Victims.

The warring factions in Libya signed a "permanent ceasefire" accord on Friday, following UN-sponsored talks in Geneva. The UN expects further talks to set a date for national elections.

Libya has been embroiled in a civil war since the 2011 overthrow of Muammar Gaddafi. The GNA rules from Tripoli in the west of the country, while the east is controlled by the self-styled Libyan National Army (LNA) under Haftar.

COTE D'IVOIRE :

Ivory Coast opposition calls for 'transition' after election

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/ivory-coast-opposition-calls-for-transition-after-election-2728538>

Monday November 02 2020 - By AFP More by this Author | Ivory Coast opposition leaders on Sunday called for a "civilian transition" from President Alassane Ouattara's government, a day after an election they boycotted in protest over his contested bid for a third term.

The West African country's electoral commission released early results showing Ouattara holding a dominant lead, which had been expected given the opposition's boycott.

Clashes erupted in Ivory Coast in August when Ouattara said a reform allowed him to bypass a two-term presidential limit to run again, angering the opposition who called it an "electoral coup".

Pre-election violence that killed at least 30 and the opposition protest have stoked fears of a repeat of the 2010-2011 crisis when 3,000 people died after then president Laurent Gbagbo refused to accept defeat by Ouattara.

"Opposition parties and political groups call for the start of a civilian transition," opposition leader Pascal Affi N'Guessan told reporters as Ivorians awaited the vote's results.

N'Guessan said they rejected the election and believed Ouattara's mandate was over, calling for Ivorians to mobilise.

There was no immediate response from the government or ruling party.

Ouattara said on Saturday the election went ahead with only isolated incidents and his ruling RHDP party added it expected the Ivorian leader to win.

Scattered unrest, vandalised voting material and some closed polling stations were reported mostly in opposition strongholds during Saturday's election though Ouattara had appealed for calm.

The tense election in French-speaking West Africa's top economy is the latest test for a region where Guinea and Tanzania are caught up in post-election disputes, Nigeria is emerging from widespread unrest and Mali suffered a coup.

The standoff over Ouattara's third term once again pits the ex IMF economist against old adversary former president Henri Konan Bedie, one of the feuds between ageing leaders that has marked Ivorian politics for decades.

"This is really a difficult situation.... The crisis has not been resolved by the election," said Professor Arsene Brice Bado at Abidjan's CERAP research institute.

"The winning party needs to find ways to start a new dialogue."

The final results of the election are expected overnight Sunday. But with the opposition's boycott, Ouattara is expected to cruise to an overwhelming win, particularly in the north where his support base is located.

The electoral commission, protected by a heavy security presence, said Sunday evening that the president won 98 percent of the vote in the northern city of Korhogo, with 88 percent turnout.

INTERCOMMUNAL CLASHES

At least two people died in clashes on Saturday in central Tiebissou and Oume, a security source said, though a local mayor of Tiebissou said four were killed in his town.

On Saturday, protests degenerated into clashes between ethnic communities who back rival political factions in Tiebissou, Oume, Yopougon, a poor Abidjan district, and in the western town of Gboguhe, according to witnesses.

According to the office of Tiebissou's mayor, a member of Ouattara's party, some of the 27 injured in the town had gunshot and stab wounds.

The country's political feuds are often linked with ethnic identities and regional loyalties -- in part dating back to the 2002 civil war that split the country in two, north and south.

"October 31 was not the deluge as the leaders of the opposition forecast," Adama Bictogo, a senior ruling party official, said after the election.

"The popular will was expressed and all the opposition did for months was defend the idea of not holding elections."

ELECTION ABOUT-FACE

Opposition leaders on Saturday already dismissed the election as a failure and several opposition figures, including exiled former rebel chief Guillaume Soro, announced they no longer recognised Ouattara as president.

Ouattara, 78, had said after his second term he planned to make way for a new generation, but the sudden death of his chosen successor prompted him to seek a third term.

The Ivorian leader says a constitutional court ruling approved his third term, allowing him to reset the country's two-term presidential limit according to a 2016 reform.

Bedie, 86, and other opposition leaders had accused the electoral commission and the constitutional court of favouring the government, making a fair vote impossible.

The weeks before the election saw clashes, mainly between local ethnic groups close to the opposition and Dioula communities seen as loyal to the president, himself a Muslim from the north.

When Ivory Coast emerged from a civil war after 2002, the country was split in two, the north held by rebels and the south by forces of then president Gbagbo.

After negotiations, Ouattara won a long-postponed election in 2010 although Gbagbo refused to accept defeat.

Following battles in Abidjan, French forces intervened to help Ouattara loyalists oust the former president.

En Côte d'Ivoire, une économie dynamique mais à deux vitesses

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/30/en-cote-d-ivoire-une-economie-dynamique-mais-a-deux-vitesses_6057907_3212.html

Le président Ouattara, candidat à un troisième mandat, vante son bilan aux chiffres flatteurs. Mais le pays reste perclus d'inégalités.

Vendredi 16 octobre à Bouaké, Alassane Ouattara lance officiellement sa campagne et harangue la foule. « Est-ce que vous avez eu de l'électricité ? Est-ce que vous avez eu de l'eau ? Est-ce que vous avez eu des routes ? Est-ce que vous avez eu des classes ? Est-ce que vous avez eu des centres de santé ? », clame le président ivoirien au micro. « Ouiiii ! », lui répondent en chœur les milliers de partisans venus le soutenir dans la deuxième ville de Côte d'Ivoire.

A l'approche du scrutin présidentiel de ce samedi 31 octobre que toute l'opposition ou presque appelle à boycotter, le président ivoirien a fait de son bilan économique son principal argument de campagne. Chiffres à l'appui, il n'a de cesse de vanter la santé économique de son pays, espérant ainsi détourner les débats focalisés sur sa candidature à un troisième mandat controversé, et qui cristallise aujourd'hui les tensions sociopolitiques.

Depuis sa prise de fonction en 2011, quand il promettait de faire de la Côte d'Ivoire un « pays émergent en 2020 », l'ancien économiste du Fonds monétaire international (FMI) et ancien gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) s'est appliqué à mettre en place une politique économique libérale et favorable aux investissements étrangers. Des capitaux qu'il a su attirer notamment grâce à ses relations avec les Occidentaux et les bailleurs de fonds internationaux.

Locomotive de l'Afrique de l'Ouest

Après des décennies de crise, le pays a finalement regagné son statut de locomotive de l'Afrique de

l'Ouest avec une croissance qui a oscillé de 6 à 11 % entre 2012 et 2019. Malgré la récession mondiale provoquée par la pandémie de Covid-19, l'activité pourrait croître de 1,8 % en 2020. Signe de la vitalité de l'économie ivoirienne, la Banque mondiale anticipe déjà un rebond à 5 % dès 2021.

La croissance ivoirienne est notamment portée par une politique de grands travaux qui a entraîné le développement d'infrastructures modernes (routes, ponts, marinas, ports, échangeurs, stades...), l'électrification du pays et la transformation d'Abidjan. Dans ce contexte, le PIB a plus que doublé en l'espace de dix ans, passant de 21,5 milliards d'euros en 2010 à 49,7 milliards d'euros en 2020.(...)

MALI :

Mali : Journalistes de RFI tués au Mali : les proches « sidérés par le quasi désert informationnel »

<https://maliactu.net/mali-journalistes-de-rfi-tues-au-mali-les-proches-sideres-par-le-quasi-desert-informationnel/>

Sept ans après l'assassinat de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, journalistes pour RFI, leurs proches font part de leurs interrogations sur le silence des autorités politiques et de l'armée. Sept ans après l'assassinat au Mali de deux journalistes de Radio France Internationale (RFI), leurs proches se disent « toujours sidérés par le quasi désert informationnel imposé par les autorités politiques successives et par l'armée ».

Ghislaine Dupont, 57 ans, et Claude Verlon, 55 ans, ont été enlevés lors d'un reportage puis tués le 2 novembre 2013 près de Kidal, quelques mois après l'opération française Serval destinée à contrer des djihadistes menaçant de prendre Bamako.

« Nos interrogations restent entières »

Si en sept ans l'instruction a légèrement avancé, « nos interrogations, celles des familles et des collègues sur les circonstances exactes et sur les motifs de l'enlèvement et du double assassinat de Kidal restent entières », a déploré le porte-parole de l'association « les Amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon », lors d'une conférence de presse organisée vendredi 30 octobre pour faire le point sur l'enquête.

« Malgré tout, et nous en prenons acte, selon l'instruction judiciaire, les commanditaires et les tueurs auraient été identifiés, certains d'entre eux ayant été tués depuis, (ou victime d'accident de la route), mais d'autres sont en liberté, repérés souvent ici ou là au Sahel », a-t-il poursuivi.(...)

TOGO :

Le Togo, vers une meilleure couverture juridique de son économie maritime

<https://www.togofirst.com/fr/gouvernance-economique/3010-6614-le-togo-vers-une-meilleure-couverture-juridique-de-son-economie-maritime>

(Togo First) - Au Togo, l'Exécutif planche sur le renforcement du cadre juridique en matière d'Economie maritime, avec pour projet d'adhérer au Tribunal international du droit de la mer (TIDM).

Un avant-projet de loi a ainsi été examiné en Conseil des ministres, en milieu de semaine, portant sur l'adhésion du pays à l'Accord sur les privilèges et immunités du Tribunal international du droit de la mer, en vue d'une possible ratification de ce traité.

Si le pays reconnaît déjà la compétence de cette entité judiciaire indépendante, basée à Hambourg en Allemagne, il s'agit aussi et surtout de renforcer son outillage juridique et les canaux disponibles, pour l'interprétation du droit de la mer.

Ces initiatives s'alignent avec les ambitions du pays, de devenir un hub logistique sous-régional afin

de consolider sa position de pôle maritime stratégique dans le Golfe de Guinée, avec le Port de Lomé, notamment.

Du reste, ces priorités sont également réaffirmées dans le Nouveau Plan quinquennal du pays. A cet effet, un portefeuille entièrement dédié aux affaires maritimes a été consacré, dans le nouveau gouvernement.

SENEGAL :

Sénégal : 140 migrants morts dans le naufrage d'une embarcation

<https://www.afrik.com/senegal-140-migrants-morts-dans-le-naufrage-d-une-embarcation>

L'Afrique pleure encore ses enfants, qui ont sombré dans la mer, en quête d'une vie meilleure. Si 300 candidats viennent d'être secourus, cette semaine, au large de la Mauritanie, au moins 140 personnes seraient mortes dans le naufrage d'une embarcation de migrants du côté du Sénégal, la semaine dernière. C'est la pire catastrophe de ce type en 2020, a indiqué, hier jeudi, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

« Au moins 140 personnes se sont noyées après que leur bateau, qui transportait environ 200 personnes, a coulé au large du Sénégal », a indiqué l'OIM dans un communiqué. « Il s'agit du naufrage le plus meurtrier en 2020 », a ajouté l'OIM. Sans préciser le nombre de passagers, les autorités sénégalaises avaient annoncé un bilan d'au moins 10 morts, pour une soixantaine de personnes secourues lors de ce naufrage qui a provoqué une forte émotion dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. « Les communautés locales nous ont dit qu'ils étaient environ 200 à bord, donc cela fait 140 disparus », a précisé à une porte-parole de l'OIM à Dakar.

Par ailleurs, entre le 7 et le 25 octobre, la marine sénégalaise, appuyée par la Guardia Civil espagnole, a intercepté cinq pirogues en partance pour l'Europe, secourant au total 388 personnes, selon le gouvernement, qui fait état de « 28 présumés convoyeurs » interpellés. Une de ces pirogues avait connu une avarie grave, lorsqu'un incendie s'est déclaré à son bord, le 23 octobre, au large de Mbour, à 80 km au sud-est de Dakar, provoqué par « une explosion du moteur et des fûts de carburant à bord », selon le gouvernement sénégalais.

BURKINA FASO :

Burkina Faso : Les démissionnaires de l'UPC créent le MODEM

<https://lefaso.net/spip.php?article98658>

La liste des mouvements au Burkina Faso s'élargit. Ce jeudi 29 octobre 2020, c'est au tour du Mouvement démocrate (MODEM) de voir le jour. Le MODEM n'est rien d'autre que le bébé des démissionnaires du parti Union pour le progrès et le changement (UPC) de Zéphirin Diabré, le chef de file de l'opposition.

« Liberté et démocratie », voici le duo que les membres fondateurs du Mouvement démocrate (MODEM) ont brandi durant la cérémonie de présentation et de lancement. Nathanaël Ouédraogo, l'un des membres fondateurs et anciens secrétaire général de l'UPC section Kadiogo, a indexé « la dictature de Zéphirin Diabré ».

Devant une foule qui a rempli la salle du palais de la Jeunesse et de la culture Jean Pierre Guingané de Ouagadougou, Nathanaël Ouédraogo a fait le grand déballage de son histoire avec le « parti du Lion ». Un exemple parmi tant d'autres, il fait mention de la liste nationale pour la députation. « Ce matin, je voudrais demander au bureau exécutif de l'UPC : quelle élection a eu lieu pour que ces candidats soient sur la liste nationale. Si vous dites démocratie, vous devez l'appliquer à vous-mêmes », a-t-il fustigé. Assis à même le sol, sur les allées et le podium, le public n'a fait que nourrir les déclarations des responsables du MODEM par des applaudissements.(...)

BENIN :

Diplomatie: en fin de mission au Bénin, Alowe Léo KABAH fait ses adieux à Talon

<https://beninwebtv.com/2020/10/diplomatie-en-fin-de-mission-au-benin-alowe-leo-kabah-fait-ses-adeux-a-talon/>

Au terme de trois ans de mission au Bénin, S.E.M. Alowe Léo KABAH, ambassadeur du Ghana près le Bénin, a été reçu en audience au Palais de la Marina le jeudi 29 Octobre 2020 par le Président Patrice TALON.

Au cours de cette audience, les deux personnalités ont échangé sur la bonne santé de la coopération bénino-ghanéenne.

Au sortir de sa rencontre avec le Chef de l'Etat béninois, S.E.M. Alowe Léo KABAH s'est dit très satisfait de l'excellente forme des relations diplomatiques entre le Bénin et son pays, le Ghana.

“Je tiens à rappeler l'importance du soutien que le Président m'a accordé durant mon séjour au Bénin du fait que nous sommes deux pays frères. Il y a des Béninois au Ghana et vice-versa. L'autre chose qui m'a marqué durant mon séjour, c'est la visite du Président TALON au Ghana, visite au cours de laquelle plusieurs décisions ont été prises dont la réactivation de la Commission Permanente Mixte de Coopération entre les deux pays.”, a confié Alowe Léo KABAH à la presse.

Précisons qu'en termes de partenariat, le Ghana et le Bénin ont eu à signer plusieurs protocoles d'accord relatifs aux échanges de délégations au plus haut niveau; aux échanges commerciaux ; aux échanges dans le domaine de la recherche agronomique ; à la coopération dans le secteur de la santé publique ; à la formation des cadres ; à la protection civile et à la sécurité publique et, enfin, à la culture et au développement touristique.(...)

NIGERIA :

« Nous avons trop de mal à nous nourrir » : au Nigeria, les pillages d'aide alimentaire se multiplient

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/27/nous-avons-trop-de-mal-a-nous-nourrir-au-nigeria-les-pillages-d-aide-alimentaire-se-multiplient_6057531_3212.html

Des entrepôts remplis de vivres destinées aux victimes du Covid-19 ont été vidés un peu partout dans le pays en proie à un vaste mouvement de contestation sociale.

Sacs et cartons ont été chargés sur des motos, empilés à la va-vite à l'arrière des voitures ou hissés en équilibre précaire au sommet des crânes. Derrière un check-point tenu par des soldats désemparés, une longue procession de véhicules et de piétons s'étire jusqu'à l'horizon.

La rumeur – sans doute propagée par l'un des gardes chargés de surveiller les lieux ou par un voisin bien informé – a couru dès 5 h 30 du matin, lundi 26 octobre : un hangar rempli de nourriture venait d'être « découvert » à Gwagwalada, une ville de plus de 150 000 habitants, située à une quarantaine de kilomètres au sud d'Abuja, la capitale fédérale du Nigeria. Un de plus, après ceux déjà forcés et vidés méthodiquement ces derniers jours, à Lagos, Port-Harcourt, Kaduna, dans l'Etat d'Osun ou encore dans la ville de Jos.

Tout le monde à Gwagwalada a vite su qu'il y avait là « assez de nourriture pour toute la ville », et la population s'est précipitée dans l'espoir de s'emparer d'un sac de riz, de sucre, de semoule, ou bien d'un carton de nouilles instantanées, tous estampillés « Cacovid », un fonds privé de lutte contre le Covid-19, qui finance une banque alimentaire.

Dans la cohue, un vieil homme épuisé serre contre lui un paquet de spaghettis, assis à même le sol, pendant que des enfants se disputent le contenu d'un sac blanc posé dans la poussière. Timi et sa meilleure amie – 19 ans toutes les deux – courent au bord de la route, en serrant contre elles leur maigre butin enroulé dans un foulard.(...)

NIGER :

Niger : les États-Unis demandent une enquête sur les supposées exactions commises par les FDS

<https://www.niameyetles2jours.com/l-uemoa/justice/2910-6066-niger-les-etats-unis-demandent-une-enquete-sur-les-supposees-exactions-commises-par-les-fds>

(Niamey et les 2 jours) - Ce 28 octobre, l'ambassadeur des États-Unis au Niger, Eric P. Whitaker, a déclaré à la presse, à l'issue d'une audience avec le président Issoufou Mahamadou, que son pays demandait une enquête sur les violations présumées des droits humains par les Forces de Défense et de Sécurité du Niger, dans l'accomplissement de leurs missions.

Il a rappelé que les potentiels coupables devront être soumis à la justice.

« Nous avons également parlé de l'importance des libertés civiles et du fait que les droits de réunion, d'association, de liberté de presse, de parole, de recours et d'expression des citoyens doivent être protégés. J'ai mentionné que le rôle des libertés civiles dans une société libre est amplifié lors des élections. À cet effet, je lui ai dit à maintes reprises que les élections doivent être transparentes, libres, ouvertes, crédibles et inclusives », a ajouté M. Whitaker.

Il a enfin informé que le statut de l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID) a été rehaussé en une mission. « C'est une réalisation monumentale qui démontre encore une fois la profondeur et l'importance de l'engagement des États-Unis envers le Niger », a-t-il précisé.

Notons que dans un rapport publié le 4 septembre par la commission nationale des droits de l'homme au Niger, il est fait mention d'au moins 71 exécutions extrajudiciaires commises par les Forces de défenses et de sécurité. Le ministre de la Défense, Issoufou Kamtabé, a déclaré 10 jours après ne pas croire en ses conclusions, et a estimé qu'il appartenait à la justice d'établir la vérité des faits.

GHANA :

Ghana : le gouvernement demande une approbation de 2 789 milliards FCFA

<https://www.afrik.com/ghana-le-gouvernement-demande-une-approbation-de-2%E2%80%AF789-milliards-fcfa>

Le gouvernement ghanéen demande l'approbation du Parlement pour lever jusqu'à 5 milliards de dollars américains (2 789 milliards FCFA) d'émissions d'euro-obligations en 2021, a déclaré le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta.

Selon le ministre ghanéen des Finances, le gouvernement est optimiste sur le fait que des conditions de marché favorables lui permettront d'augmenter l'Eurobond de 2 milliards de dollars (1 115 milliards FCFA) supplémentaires par rapport à l'émission initiale prévue de 3 milliards de dollars (1 673 milliards FCFA).

« Sur le montant total à lever, 1,5 milliard de dollars (837 milliards FCFA) seront utilisés pour soutenir le budget 2021 et 3,5 milliards de dollars (1 952 milliards FCFA) pour couvrir les dettes du gouvernement », a indiqué Ken Ofori-Atta, en présentant les dépenses 2021 avant le budget de crédits devant le Parlement, le mercredi 28 octobre 2020.

Si tout se passe comme prévu sur le marché mondial, l'émission obligataire deviendra la plus grande euro-obligation émise par le Ghana depuis 2007. Parallèlement, un montant de 27,4 milliards GHC (2 635 milliards FCFA) a été demandé par le ministre des Finances au gouvernement, pour couvrir les dépenses du premier trimestre 2021.

Le ministre Ken Ofori-Atta, demandant l'approbation devant le Parlement a indiqué « que cette honorable Chambre approuve, par résolution, le retrait de la somme de vingt-sept milliards, quatre cent trente-quatre millions, cent quatre-vingt mille, cinq cent vingt Ghana cedis (27,4 milliards GHC) du Fonds consolidé ».

« Il s'agit de faire face aux dépenses nécessaires à l'exercice des services du gouvernement au titre de la période expirant trois mois à compter du début de l'exercice ou à l'entrée en vigueur de la loi de crédits au titre de l'exercice 2021 », a-t-il ajouté.(...)

GAMBIA :

Gambia gets ready to swap marbles for ballot papers

<https://www.dw.com/en/gambia-gets-ready-to-swap-marbles-for-ballot-papers/a-55422431>

Voting in Gambia is unlike anywhere else. Instead of casting a paper ballot, Gambians cast a marble instead. But plans to do away with the traditional practice have sparked a heated debate in the country.

When Gambians step into a voting booth, they don't put a cross on a piece of paper. Instead, they stand before multi-colored drums, deciding which one they will throw their glass marble into. For easy identification, the drums are painted different colors for different candidates. Casting the marble sets off a little bell, to discourage people from trying to smuggle in extra marbles and vote more than once.

A dictator ousted with marbles

The system was introduced in the 1960's to ensure that everyone had their say in a country with very high illiteracy rates.

The iconic glass marbles have since become a curiosity for the rest of the world. But the system proved to work well for Gambia. It was good enough to vote out long-time dictator Yahya Jammeh in 2016, despite his best efforts to rig the elections. While he tried to resist his ousting, he ultimately bowed to the weight of the marbles and conceded defeat to current President Adama Barrow.(...)

**** AFRIQUE CENTRAL ****

TCHAD :

Tchad: le Forum ouvre ses travaux sur les mandats des élus locaux et le serment confessionnel
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201030-tchad-forum-national-travaux-mandats-%C3%A9lus-locaux-serment-confessionnel>

Au Tchad, le deuxième forum national inclusif s'est ouvert hier, jeudi 29 octobre. Il a été convoqué par le gouvernement pour évaluer la mise en œuvre de la nouvelle Constitution, en place depuis 2018. Au premier jour de cette réunion, boycottée par les principaux syndicats et une partie de l'opposition, les participants ont convenu de la nécessité de supprimer le serment confessionnel imposé par la Constitution en cours et la limitation du mandat des élus locaux.

avec notre correspondant à Ndjamena, Madjiasra Nako

A l'ouverture des travaux, le chef de l'Etat, Idriss Déby Itno a réitéré ce qu'il a dit aux chefs de partis à la veille de l'ouverture du forum : il n'y a pas de sujet tabou.

Au moment d'évaluer la mise en œuvre des recommandations du premier forum, la plupart des intervenants ont demandé la suppression de la limitation des mandats des élus locaux et surtout que le serment sur la bible ou le coran, imposé aux hauts fonctionnaires, soit supprimé. Autre point soulevé : la levée de la limitation des mandats des élus locaux.

En fin de séance, le vice-président du présidium, Pahimi Padacké Albert a dû demander l'avis de la salle. « Si vous êtes d'accord sur ces deux points, ils feront l'objet de résolutions... »(...)

CENTRAFRIQUE :

Centrafrique : l'impossible équation de la présidentielle de décembre 2020
<https://www.agenceecofin.com/politique/2310-81668-centrafrique-l-impossible-equation-de-la-presidentielle-de-decembre-2020>

(Agence Ecofin) - Alors qu'elle se prépare à élire un nouveau président, la Centrafrique a du mal à oublier les fantômes d'un passé violent, toujours aussi présent. Malgré les nombreux efforts de paix et de reconstruction effectués depuis l'arrivée au pouvoir de Faustin-Archange Touadéra, le pays ne semble pas en état de porter sur ses seules épaules les implications d'une échéance électorale, que le contexte socio-économique particulier de la Centrafrique rend encore plus cruciale. Entre insécurité, crise sanitaire et risques de tensions sociopolitiques, voici les grandes inconnues de la présidentielle du 27 décembre 2020, en Centrafrique.

Le retour des « rois » déchus

La première grande inconnue de la prochaine présidentielle centrafricaine est celle de l'implication des anciens dirigeants du pays dans un scrutin qui se veut pacifique. En effet, deux d'entre eux, et pas des moindres, sont revenus d'exil, ces derniers mois. Il s'agit de l'ancien président François Bozizé - revenu à Bangui en décembre 2019 - et de l'ancien putschiste Michel Djotodia, rentré début septembre.

Et pour qui connaît l'histoire de la Centrafrique de ces vingt dernières années, le retour de ces deux anciens chefs d'Etat n'est pas forcément porteur d'une bonne nouvelle.

Et pour qui connaît l'histoire de la Centrafrique de ces vingt dernières années, le retour de ces deux anciens chefs d'Etat n'est pas forcément porteur d'une bonne nouvelle.

Arrivé au pouvoir en 2003 après avoir renversé l'ancien président Ange-Félix Patassé, François Bozizé a dirigé la Centrafrique pendant 10 ans avant d'être à son tour chassé du pouvoir. Son mandat a été marqué par d'incessantes rébellions qui laissaient déjà présager de l'avenir chaotique

d'une Centrafrique que la mauvaise gouvernance, la corruption et les divergences ethniques ont contribué à rendre instable.

C'est d'ailleurs sur fond d'ethnocentrisme et de divergences religieuses que Michel Djotodia, ancien rebelle, le renverse avant de prendre le pouvoir le 24 mars 2013. Cependant, incapable de contrôler la Seleka - ce groupe rebelle qui lui a permis de prendre le pouvoir - celui qui est considéré comme le premier président musulman de la Centrafrique fait face à des conflits communautaires à forts relents religieux, qui font selon l'ONU plus de 3000 morts et plus d'un million de déplacés. Cette situation pousse Michel Djotodia à démissionner de ses fonctions le 10 janvier 2014 et à s'exiler au Bénin

CAMEROUN :

Cameroun : L'armée abat un suspect de la bande de tueurs d'enfants à Kumba, Biya décrète un deuil national

https://www.koaci.com/article/2020/10/29/cameroun/politique/cameroun-larmee-abat-un-suspect-de-la-bande-de-tueurs-denfants-a-kumba-biya-decrete-un-deuil-national_146287.html

L'armée camerounaise a abattu dans la nuit du 26 octobre vers 21 heures locales, le nommé « Wonke », un des suspects de la bande de tueurs de Kumba.

Les forces spéciales du Bataillon d'intervention rapide (Bir), ont lancé la traque des hommes armés qui ont commis le massacre de Kumba qui a fait 7 morts (1 garçon et 6 filles) ainsi que 12 blessés parmi les élèves de « Mother Francisca International Bilingual Academy», le 24 octobre dernier.

Selon le gouvernement camerounais, une patrouille de cette unité d'élite de l'armée déployée dans les artères de Kossala un quartier de Kumba sur la base d'informations fournies par des populations locales, a réussi à « neutraliser » le rebelle sécessionniste connu sous le nom « Wonke.»

« Ledit terroriste, avait été clairement identifié et en première ligne comme faisait partie du commando qui a fait irruption dans l'enceinte de l'école le week-end dernier à bord de trois motocyclettes », apprend-on.

Se sentant découvert, Wanke lourdement armé a tenté de « s'exfiltrer » par une ruelle du quartier tout en ouvrant le feu en premier sur les militaires qui avaient « bouclé » la zone.

Ces derniers dans leur riposte, ont abattu le fugitif(...)

CONGO BRAZZA :

Congo : Hommage officiel de la Nation à l'ancien Président de la République Jacques Joachim Yhombi Opango

<https://lesechos-congobrazza.com/politique/7407-congo-hommage-officiel-de-la-nation->

Hommage officiel de la Nation à l'ancien Président de la République, Jacques Joachim Yhombi Opango, ce vendredi 30 octobre 2020, au palais des congrès de Brazzaville, sous le très haut patronage du Président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui a décrété un "deuil national" en son hommage.

Jacques Joachim Yhombi Opango, l'ancien Président de la République populaire du Congo (1977-1979) et du Comité Militaire du Parti (CMP) au lendemain de la mort du Président Marien Ngouabi, et président fondateur du Rassemblement pour la Démocratie et le Développement (RDD), au parcours politique hors norme, s'est éteint le lundi 30 mars 2020, à l'âge de 81 ans, des suite du Covid-19, à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine près de Paris en France.

**** GLOBALISATION ****

UNION AFRICAINE :

L'Union Africaine lève les sanctions contre le Mali

<https://fr.africanews.com/2020/10/09/l-union-africaine-leve-les-sanctions-contre-le-mali/>

Après la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), c'est au tour de l'Union Africaine (UA) de normaliser ses relations avec le Mali.

Ce vendredi le Conseil de Paix et de Sécurité a levé la suspension du pays de l'organisation continentale. Cette décision met fin à près de deux mois de sanctions contre le Mali après le coup d'État contre le président Ibrahim Boubacar Keita.

Ces dernières semaines la junte avait multiplié les signes envers la communauté internationale, notamment l'investiture du Président Bah Ndaw et la formation d'un gouvernement de transition dirigé par Moctar Ouane, un diplomate de carrière.

La CEDEAO avait mercredi levé l'embargo commercial et financier contre le pays.

CHINA :

China wants to be less reliant on the United States. That's a tall order

<https://edition.cnn.com/2020/10/30/economy/china-economy-five-year-plan-intl-hnk/index.html>

Hong Kong (CNN Business)China wants to counter the United States by boosting its technological capabilities and becoming more self sufficient. That's easier said than done.

Beijing outlined its goal for more economic independence this week as the Chinese Communist Party's Central Committee put together its latest Five-Year Plan. The 14th iteration of the vast policy framework will cover 2021 to 2025, and is key to setting the country's political and economic agenda.

The full scope of the plan might not be known for months, but a statement published Thursday said that China wants to focus on economic self-reliance and technological independence. Doing so would help insulate the country from US attempts to restrict its access to critical technologies.

"[We will] nurture a strong domestic market and establish a new development pattern," the statement said. "Domestic consumption will be a strategic focus."

Light on detail

The statement did not yet outline any specific targets. But messages from Beijing are being closely watched right now.

The world's second largest economy is likely to be the only major world power to expand this year as the coronavirus pandemic prevents growth elsewhere. China's future is also closely tied to its unfolding trade and technology war with the United States, and tensions between the two are getting worse.(...)

USA :

USA: Les dépenses des ménages augmentent plus que prévu en septembre

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/USA-Les-dépenses-des-ménages-augmentent-plus-que-prévu-en-septembre--31652585/>

WASHINGTON (Reuters) - Les dépenses de consommation des ménages aux États-Unis ont

augmenté plus que prévu en septembre mais elles pourraient ralentir au quatrième trimestre en raison de la résurgence des cas de coronavirus dans tout le pays.

Les dépenses de consommation, qui représentent plus des deux tiers de l'activité économique des États-Unis, ont progressé de 1,4% en septembre après une hausse de 1% en août, montrent les données publiées vendredi par le département du Commerce.

Les économistes interrogés par Reuters prévoient en moyenne une progression de 1% des dépenses de consommation en septembre.

Le département du Commerce précise que les prix à la consommation mesurés par l'indice des prix PCE ont augmenté de 0,2% le mois dernier, contre +0,3% en août. Sur un an, cet indice affiche un gain de 1,4%, après avoir augmenté de 1,3% (révisé) en août.

Hors énergie et alimentation, l'indice PCE dit "core" est en hausse de 0,2% en septembre contre +0,3% le mois précédent. Sa progression en rythme annuel atteint ainsi 1,5% contre +1,4% (révisé) en août.

Les revenus des ménages, eux, ont légèrement augmenté de 0,9% après une chute de -2,5% (révisé) en août.

ONU / UN :

RCA : l'ONU et ses partenaires mettent en garde contre toute entrave au processus électoral
<https://news.un.org/fr/story/2020/10/1081182>

A l'issue d'une visite de quatre jours en République centrafricaine (RCA), une délégation de l'ONU, de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont mis en garde contre toute tentative d'entrave au processus électoral à deux mois des élections générales dans le pays.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smaïl Chergui et le Président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Veríssimo se sont félicités des avancées significatives dans les préparatifs des élections présidentielles et législatives, dont le premier tour est prévu le 27 décembre.

« Nous avons les conditions nécessaires pour la tenue de ces élections en RCA, avec une grande contribution de la MINUSCA (mission des Nations Unies dans le pays) pour la mise en œuvre du plan de sécurisation intégrée des élections », a assuré M. Lacroix lors d'une conférence de presse vendredi.

M. Chergui s'est également montré optimiste : « Nous repartons confiants par rapport à la tenue des prochaines élections ».

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies a souligné que la meilleure manière de déterminer l'avenir de la RCA passe par le vote du plus grand nombre des Centrafricaines et Centrafricains. « Tout le monde devrait s'unir autour de ce but », a-t-il souligné.

Les hauts responsables de l'ONU, de l'UA et de la CEEAC ont pris note des défis et des préoccupations soulevées par les différents acteurs rencontrés au cours de leur visite conjointe dans le pays d'Afrique centrale. Ils ont invité les acteurs politiques et toutes les parties prenantes à privilégier le dialogue et la concertation pour la tenue d'élections pacifiques, libres, inclusives, transparentes et crédibles, dans le respect des délais constitutionnels.

« Notre souhait est que tous les citoyens puissent aller aux élections dans le respect de la loi et d'autrui. Chacun à l'occasion d'exprimer son point de vue politique mais dans les urnes et pacifiquement », a déclaré M. Chergui. « La région refuse que l'on dénie au peuple centrafricain son droit de voter et de vivre en paix », a prévenu M. Da Piedade Veríssimo au nom des États d'Afrique centrale.(...)

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Mardi 3 novembre 2020